

# PERSPECTIVES



**ANALYSE**  
Comment parler  
d'esclavage dans  
le contexte québécois?  
**B 3**

**MONDE**  
Un accord migratoire  
adopté de force  
en Union européenne  
**B 6**

**IDÉES**  
Des raisons de  
renommer le prix Sir-  
John-A.-MacDonald  
**B 9**



Mercredi soir, pour souligner la fin de sa campagne électorale, Andrés Manuel López Obrador a tenu un grand rassemblement au stade Azteca — le plus vaste de la capitale.  
ALFREDO ESTRELLA AGENCE FRANCE-PRESSE

III MEXIQUE

## « AMLO », le vétéran de gauche qui veut réformer le pays

Ancien maire de Mexico, Andrés Manuel López Obrador pourrait succéder dimanche à Enrique Peña Nieto

**Plus de 89 millions de Mexicains sont appelés aux urnes dimanche pour remplacer Enrique Peña Nieto, l'un des présidents les plus impopulaires de l'histoire récente du Mexique. Bien campé en haut des sondages, Andrés Manuel López Obrador, candidat de gauche et favori des présidentielles, se dit prêt à remuer ciel et terre pour transformer le Mexique affaibli par la corruption, la violence et la pauvreté.**

NANCY CAQUETTE  
COLLABORATRICE  
À MEXICO  
LE DEVOIR

**D**evant des dizaines de milliers de partisans euphoriques, Andrés Manuel López Obrador — communément appelé par ses initiales, AMLO —, a mis fin à sa campagne dans le plus grand stade de Mexico mercredi. « Nous conquerrons la démocratie [...] Le peuple peut sauver le peuple, tu verras ! » racontent les paroles d'une *cumbia* mexicaine sur les notes de laquelle le sexagénaire tout sourire saluait frénétiquement la foule d'électeurs conquis d'avance venus l'acclamer.

Dans les cafés, les taxis ou durant les soirées de mariage, les Mexicains ont pris un malin plaisir durant les derniers mois à analyser les citations heureuses et maladroites, l'accent du Sud, les origines modestes du favori de 64 ans. Qu'on l'aime ou qu'on le déteste, AMLO ne laisse per-

sonne indifférent. L'ancien maire de Mexico se présente pour la troisième fois aux présidentielles, cette fois sous la bannière de Morena (Mouvement de régénération nationale), un parti de gauche un peu vieux jeu qui a fait du bien commun, de l'équité sociale et de l'intégrité ses priorités. « On a l'impression que l'électeur a ras le bol et qu'il cherche une solution différente à celles du passé. La société ne tolère plus la corruption et AMLO semble être perçu comme le candidat le moins malhonnête », affirme Jean-François Prud'homme, directeur du Centre d'études internationales du Collège de Mexico.

### La corruption dans la mire

Le président Enrique Peña Nieto et ses prédécesseurs contemporains laissent derrière eux un pays meurtri par une guerre du narcotrafic qui a fait plus de 200 000 morts et des milliers de disparus. 133 personnes — dont des candidats — ont été assassinées au cours des huit derniers mois, selon la firme mexicaine d'analyse de risque Etelekt. Plus de 53 millions de Mexicains vivent dans la pauvreté, et la corruption endémique, qui gangrène aussi bien les hautes sphères du pouvoir que le policier qui remet les constats d'infraction, semble incurable. Arpentant sans garde du corps les coins les plus reculés des campagnes mexicaines, le candidat du Tabasco, État du sud du Mexique, a promis de remédier à tous ces problèmes en démantelant la « mafia du pouvoir ». « Andrés Manuel a



Celui que l'on surnomme AMLO s'adressait à une foule conquise d'avance mercredi.  
RONALDO SCHEMIDT AGENCE FRANCE-PRESSE

dit : « La chose la plus révolutionnaire que l'on va faire, c'est de faire respecter la loi. » On n'a besoin de rien de plus ! » affirme Irma Sandoval, politologue spécialiste de la corruption qu'AMLO promet de nommer ministre de la Fonction publique s'il gagne.

Aides aux agriculteurs, bourses d'études universitaires, annulation des récentes

réformes néolibérales : les idées de grandeur du tenace candidat aux cheveux grisonnants font rêver la gauche

VOIR PAGE B 2 : « AMLO »

① « AMLO » et l'espoir d'une rupture, un éditorial de Guy Taillefer à lire en page B 8

# Un futur président de gauche au Mexique ?

« AMLO »

SUITE DE LA PAGE A1

mexicaine et donnent des sueurs froides aux grands imprésarios. « Il propose de séparer le pouvoir politique du pouvoir économique, ce qui me paraît très intéressant », affirme Jesús Silva-Herzog Márquez, professeur à l'École de gouvernance de l'Université technologique de Monterrey. « Toutefois, ses solutions sont un peu naïves. Il change souvent d'idées d'une journée à l'autre et affirme que des problèmes majeurs, comme la corruption, vont se régler par le simple fait d'avoir un président intègre comme lui au pouvoir. »

## Un ego

Il faut dire que les 12 dernières années de campagnes électorales d'Andrés Manuel López Obrador lui ont permis de cultiver un fort culte de la personnalité. Le leader social n'hésite pas à se comparer aux héros nationaux du pays, affirmant vouloir mettre en place « la quatrième grande transformation du Mexique », après celle de l'indépendance, de la laïcité et de la révolution. Le candidat, connu par le passé pour son tempérament bouillant, a dû adoucir son image lors de cette campagne en affichant un large sourire lors des débats et en terminant ses échanges par la devise « Amour et paix ». « AMLO est terriblement intolérant. Il ne supporte pas l'idée qu'on ne soit pas d'accord avec lui. Les personnes qui s'opposent à son projet et à sa cause font partie, selon lui, de la "mafia du pouvoir" », soutient Jesús Silva-Herzog Márquez.

Ses trois adversaires de la droite, qui lui ont reproché son alliance à un petit parti évangéliste d'extrême droite et qui l'ont dépeint comme le futur Hugo Chávez du Mexique, n'auront pas réussi à faire flancher l'opinion publique. À l'aube des élections, le sondage le plus pessimiste lui prédit 51 % des votes de ce scrutin uninominal à un tour, une avance de 24 points sur son principal rival, le conservateur Ricardo Anaya, candidat du PAN qui a été soupçonné d'enrichissement illicite durant la campagne. « Les problèmes ne pourront pas se résoudre en un mandat de six ans, mais il est clair qu'AMLO engendrerait un changement très profond pour le pays, une façon totalement différente de gouverner », prédit l'analyste politique Jesús Silva-Herzog Márquez. À moins d'une fraude électorale massive, tout porte à croire que la troisième course aux présidentielles d'Andrés Manuel López Obrador sera la bonne.

## Des impacts sur l'ALENA

Le résultat du scrutin de dimanche pourrait avoir des impacts sur les négociations en vue du renouvellement de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui se poursuivront cet été. Si le candidat favori dans la course, Andrés Manuel López Obrador, dit AMLO, l'emporte, « ça risque d'être un peu compliqué », avance l'expert en politique mexicaine et professeur à l'Université d'Ottawa Claude Denis. Étant campés à gauche, AMLO et la majorité de ses partisans sont plutôt réticents face à l'ALENA, explique-t-il. Même s'il ne sera pas « un allié facile », M. Denis estime que les impacts de sa potentielle élection seraient limités pour le Canada, puisque « le Mexique est d'abord intéressé par ses relations commerciales avec les États-Unis. En ce sens, le Canada et le Mexique ont moins d'intérêts l'un envers l'autre ». En revanche, si un candidat de la droite l'emporte, ce serait « un allié plus facile parce que la droite mexicaine est en faveur de l'ALENA », soutient M. Denis.

Marie-Lise Rousseau



Judi, à Bruxelles, Angela Merkel a assisté, avec d'autres chefs d'État, à un sommet de l'Union européenne pour discuter de la crise migratoire.

VIRGINIA MAYO AGENCE FRANCE-PRESSE

III ALLEMAGNE

# Merkel devant l'adversité

La chancelière traverse sa pire crise politique

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT  
À PARIS  
LE DEVOIR

« À un certain moment, je devrai trouver le bon moment pour quitter la politique. » C'est le magazine *Spiegel* qui le rappelle. En 1999, alors qu'elle venait à peine d'être élue secrétaire générale de la CDU, Angela Merkel avait fait cette réponse à un journaliste qui l'interrogeait sur son avenir politique. Et elle avait ajouté que le jour où elle quitterait la politique, elle ne voudrait pas « être réduite à l'état d'épave ».

Même si le dernier sommet de l'Union européenne lui a permis de sauver les meubles, jamais Angela Merkel n'a traversé une telle crise politique. Le compromis de dernière minute intervenu vendredi sur les migrants, qui créera des centres fermés destinés à accueillir les demandeurs d'asile, lui permet probablement d'éviter le sort qu'a subi la *Mannschaft* jeudi, éliminée de la Coupe du monde. Mais, la chancelière ne peut espérer en sortir indemne. Jamais n'avait-on vu un ministre de l'Intérieur allemand adresser un ultimatum à son chancelier comme l'a fait la semaine dernière Horst Seehofer, qui a menacé de renvoyer tout demandeur d'asile atteignant la frontière allemande vers le pays par lequel il avait pénétré dans l'Union. Ultime provocation, le ministre n'a pas hésité à afficher sa communauté de vues sur le sujet avec le premier ministre autrichien, Sebastian Kurz.

Les mauvaises langues y ont vu la renaissance de l'opposition historique entre l'Allemagne catholique du sud et la vieille Prusse protestante du nord dont est issue Angela Merkel. Le compromis de Bruxelles pourrait en retarder l'échéance, mais la presse allemande n'hésite plus à envisager l'explosion prématurée de la coalition au pouvoir tant est sérieuse la fronde du parti frère de Bavière, la CSU, auquel la CDU est alliée depuis 70 ans. Rien ne va plus entre eux depuis l'entrée d'un million de migrants en 2015. La CSU est en effet menacée de l'intérieur par le parti d'extrême droite AFD. Celui-ci est non seulement devenu le premier parti d'opposition au Bundestag, mais il fait des progrès fulgurants en Bavière, où se tiendront des élections le 14 octobre prochain. Selon les derniers sondages, la CSU, pourtant habituée à gouverner seule, n'obtiendrait que 40 % des voix, 7,7 % de moins qu'en 2013.

## Schisme historique

Les dirigeants de la CSU ont beau affirmer qu'il n'est pas question de rompre l'alliance historique avec la CDU, dans les couloirs du Bundestag on pense que cette éventualité n'est plus à écarter. Il faut dire que, depuis sa première élection en 2005, Angela Merkel a infléchi le programme de la CDU vers la gauche à un point tel que l'écart est aujourd'hui



La semaine dernière, la chancelière a accepté une demande venant d'Emmanuel Macron de créer un budget de la zone euro, en échange d'une aide sur la question des migrants.

STEPHANIE LECOQC AGENCE FRANCE-PRESSE

énorme avec son allié bavarois. Les électeurs ne s'y trompent pas puisqu'un sondage récent du *Spiegel* révélait qu'une majorité considérait la séparation comme inévitable. Le même sondage montrait que 60 % des Allemands soutenaient la position du ministre de l'Intérieur sur les réfugiés.

Il faut dire qu'en Allemagne, le scandale de Brême est encore dans tous les esprits. En mai, on a découvert que l'antenne de l'Office fédéral des migrations avait accordé l'asile à plus de mille personnes sans respecter les règles minimales et en privilégiant les migrants de certaines origines. Le 13 juin dernier, la directrice de l'Office fédéral a été suspendue, ainsi que son adjoint.

La fronde ne concerne d'ailleurs pas que les migrants. Lorsque la semaine dernière Angela Merkel a accepté la demande d'Emmanuel Macron de créer un budget de la zone euro en échange d'une aide sur la question des migrants, la réponse de la CSU ne s'est pas fait attendre. La chancelière a beau n'avoir évoqué aucun montant, le ministre-président de la Bavière, Markus Söder, a aussitôt déclaré que le « multilatéralisme européen » était mort.

Peu importe le compromis intervenu à Bruxelles, la fracture est là pour de bon, dit la presse allemande. D'autant plus que le ministre de l'Intérieur a le soutien d'une frange significative de la CDU, dont les ministres-présidents de Saxe et de Saxe-Anhalt, Michael Kretschmer et Reiner Haseloff, qui plaident depuis longtemps pour un durcissement de la politique migratoire.

Selon l'économiste Nicolas Baverez, les événements qui se sont succédé depuis 2015 ont profondément ébranlé les

**Le compromis de dernière minute intervenu vendredi sur les migrants, qui créera des centres fermés destinés à accueillir les demandeurs d'asile, lui permet probablement d'éviter le sort qu'a subi la Mannschaft jeudi**

fondements de la politique suivie par la chancelière. « La décision unilatérale de Merkel d'accueillir plus d'un million de réfugiés en 2015 fut le détonateur qui fit basculer l'Allemagne dans les turbulences, écrit-il dans *Le Figaro*. La société s'est profondément divisée et polarisée autour des réfugiés et de l'islam, brisant la culture du compromis. Les deux grands partis autour desquels s'organisaient la vie politique sont en chute libre. » Selon Baverez, le mode de gouvernement en coalition ne fonctionne plus, comme le montre la sécession du ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer.

## Modèle fragilisé

Selon l'économiste, c'est tout le « modèle allemand » mis au point au moment de la réunification qui est en difficulté. La guerre commerciale déclenchée par Donald Trump pourrait bientôt coûter très cher à l'industrie automobile allemande, dit-il. De même, le retour de la puissance russe met-il l'Allemagne dans une position délicate alors même que le Brexit a laissé l'Allemagne orpheline dans un face-à-face avec la France, elle-même affaiblie par une désindustrialisation galopante.

Dans ce contexte, « Merkel est mal placée pour prendre le leadership de la reconfiguration de l'Allemagne et de l'Europe », écrit l'économiste, tant sa légitimité est affaiblie, son gouvernement divisé, sa responsabilité personnelle engagée dans les erreurs qui ont amplifié la vague populiste. Et, comme si la chancelière n'avait pas suffisamment de problèmes, dès le 1<sup>er</sup> juillet, c'est l'Autriche, dont on connaît la proximité avec la CSU, qui prendra la présidence de l'Union européenne.



Mardi, des manifestants se sont invités à la soirée de première du spectacle SLAV, pour protester contre ce qu'ils ont dénoncé comme étant de l'appropriation culturelle. Depuis, le débat s'est poursuivi sur les réseaux sociaux.

VALÉRIAN MAZATAUD LE DEVOIR

## Comment parler, ici, de l'esclavage ?

Le débat autour du spectacle SLAV soulève la question, ouverte. Quelques pistes de réflexion.

**Manifestations, protestations, questions : depuis *Les fées ont soif* en 1978, on n'avait pas vu un tel rassemblement physique devant un théâtre québécois. SLAV, spectacle de chants d'esclaves afro-américains porté par la chanteuse Betty Bonifassi et mis en scène par Robert Lepage dans le cadre du Festival international de jazz, soulève des débats sur l'appropriation culturelle, la représentativité des minorités, les limites sociales de la création, les sujets limites et l'implication des institutions dans le discours politique et social. Gros plan, avec trois spécialistes, sur certains de ces aspects.**

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNABELLE CAILLOU ET CATHERINE LALONDE  
LE DEVOIR

### Peut-on parler, ici, de l'esclavage ?

Webster, historien et artiste de hip-hop Il le faut. Trop peu de gens savent qu'on retrouve la trace du premier esclave au Québec dès 1629. Ouvrez la *Gazette de Québec* vers 1770 : on y trouve des petites annonces pour des Noirs, « À vendre » ou « Recherché ».

Émilie Nicolas, doctorante en anthropologie et militante des droits de la personne

Le problème, c'est que lorsqu'on parle d'esclavage au Québec, on parle de celui qui ne s'est pas passé ici. Celui d'ici reste très peu connu. Ne pas en parler perpétue une attitude d'innocence par rapport au sujet. Pourtant, il y a eu beaucoup d'esclavage d'autochtones et de Noirs. Le propriétaire du premier esclave au Québec était un Couillard, un ancêtre du premier ministre.

Webster

Il y a eu de l'esclavage sur tous les continents. Mais à travers la traite transatlantique et transsaharienne, la couleur s'est mise à jouer un rôle, la dimension raciale de l'esclavage a pris forme, laissant des marques profondes. En Amérique, toutes les populations noires, des États-Unis au Brésil en passant par les Antilles, sont en grande partie un produit de l'esclavage. Au Québec, c'est différent : s'il y a une présence noire depuis longtemps, très peu aujourd'hui sont descendants des esclaves qui étaient ici dans le temps.

### Les Blancs peuvent-ils parler de l'esclavage ?

Webster

Bien sûr. Les premiers ici à écrire sur l'esclavage ont été Jacques Viger, premier maire de Montréal, et Louis-Hippolyte La Fontaine, qui a rapporté ses écrits en 1859. Marcel Trudel a ramené la question en 1960. Frank Mackey fait encore beaucoup de recherche. Ce sont tous des Blancs. Et ce n'est pas que les Blancs n'ont pas le droit d'en parler. Mais là où ça devient *touchy*, c'est ce qui en est fait. Et comment. Si on dit « Pour retracer l'histoire des Noirs au Québec, il faut parfois passer par la généalogie des Blancs » [comme dans SLAV], on démontre une grande incompréhension du récit. Si Robert Lepage avait monté sa pièce avec des Noirs, je n'aurais pas de problème. Quand Betty Bonifassi chante les chants d'esclaves sur scène ou sur disque, je n'ai pas de pro-

blème. Je crois que sa relation avec ces chants est intègre, qu'elle respecte un sens sacré, le contexte où ils ont été créés. Mais quand pour les illustrer sur scène on utilise des Blancs, là, j'ai un problème. Il y a trente ans, on leur aurait peinturé la face. Ce qu'on ne fait plus aujourd'hui, parce qu'on a gagné en sensibilité. Mais il en reste encore à gagner.

Jean-Philippe Uzel, professeur d'histoire de l'art à l'UQAM

Une personne blanche peut parler d'esclavage, mais en collaborant avec des personnes de couleur et en prenant conscience qu'elle touche à un sujet délicat. D'autant que les personnes de couleur sont souvent sous-représentées dans les arts. On peut même parler d'une forme d'invisibilité. La liberté d'expression et l'autonomie artistique ne peuvent pas tout justifier. Je crois que les artistes ont une responsabilité lorsqu'ils traitent des sujets chargés : ils doivent répondre de leur création.

### Peut-on faire des fictions sur l'esclavage ?

M. Uzel

Il faut faire la différence entre la façon dont on aborde l'esclavage dans l'histoire et dans les arts. En histoire, on fait appel à un certain recul, on analyse des faits rationnels, alors qu'en art, on touche à la mémoire, on fait appel à des sentiments. C'est pour ça qu'on ne va jamais remettre en question le travail de l'historien Marcel Trudel. Mais on va se retrouver avec des opinions polarisées lorsqu'on parle d'esclavage dans l'art.

### En plus de questions d'appropriation culturelle et de représentativité des minorités, le débat, pour certains, expose le fossé entre le discours militant et celui des institutions artistiques. Qu'en pensez-vous ?

Webster

Il y a assurément une incompréhension, et une manière de vouloir mettre des pensées dans la tête et des mots dans la bouche des militants. « Non, ce n'est pas ça, la liberté artistique », « Tu n'as pas compris la pièce qu'on a faite ». Les militants portent un message qui se brise depuis des années au pied des institutions et de la population comme une vague. Vous êtes qui pour me dire comment je devrais me sentir face à des situations que vous ne vivez pas ?

C'est comme s'il y avait une hiérarchie du ressenti ; si la majorité sent une chose, c'est comme s'il fallait que tout le monde la ressent. Et se rajoute la hiérarchie des pouvoirs sociaux, et plusieurs autres ; dans ce cas-ci, presque une hiérarchie de la souffrance. Dans la pièce, on parle de l'esclavage des Irlandais au Québec, qui n'a eu aucune commune mesure avec celui des Noirs et des autochtones. On aborde ce que vivent les francophones par rapport au langage, le conflit linguistique, juste à côté de moments où on parle d'esclavage — de gens qu'on a volés, vendus, qui ont perdu leur liberté, qui sont morts. Ça, c'est aberrant. Je pense par ailleurs à la Shoah ; quand on en fait une œuvre, il faut faire attention à la manière. Conserver une certaine solennité, ne pas en faire des produits de consommation, de divertissement. On doit garder une sobriété. La réaction des militants à SLAV vient d'une accumulation. La plupart du temps, leurs arguments passent dans le beurre. Là, il y a une prise véritable, autant dans les médias que dans la mise en scène de la pièce. Les institutions devraient être des lieux figures de proue pour entendre les critiques, penser les enjeux et changements sociaux, et les incarner. Surtout si tu t'appelles Festival international de jazz ! Tu devrais écouter !

### Est-ce que le Festival de jazz, Robert Lepage, Betty Bonifassi et le Théâtre du Nouveau Monde [qui loue son théâtre et n'est pas producteur] auraient dû répondre aux manifestants ?

Webster

Bien sûr que oui ! Ils auraient dû le faire. Ça aurait été positif qu'au moins, de là, le débat s'ouvre. Mais ils en ont peur.

### La radicalité de certains propos ne justifiait-elle pas cette peur du débat ?

M. Uzel

C'est toute une dialectique entre censure et appropriation culturelle. C'est toujours comme ça quand on parle d'esclavage dans les arts. Il y a une polarisation.

Webster

C'est facile de s'arrêter aux mots qui ont été dits. Oui, les messages ont débordé. Mais il faut voir et comprendre la colère que les gens transportent. C'est trop facile de fermer la conversation parce qu'on n'est pas content du choix des mots utilisés. Il n'y a pas eu que de la colère d'exprimée. Il n'y a pas eu que des cris. Toutes sortes de gens ont parlé, avec toutes sortes d'arguments. Et ils n'ont répondu à aucun.

### Est-ce que le terme « chants d'esclaves » aurait dû rester sur l'affiche, comme il l'était sur le disque et lors des concerts de Betty Bonifassi ?

Webster

Oui. C'est la colonne vertébrale de ce projet.

## Au nom de la sécurité nationale

ÉLISABETH VALLET



« Ils l'ont emmené alors qu'il dormait. » Miryam sanglote. « Je n'ai rien pu lui expliquer... Mon fils. Ils l'ont emmené à l'aube. » Les parents qui s'expriment publiquement le 25 juin 2018 dans la petite « Maison de l'Annunciation », à 10 coins de rue de la frontière dans un quartier peu reluisant d'El Paso au Texas, ne sont pas seuls. À l'heure où sont écrites ces lignes, des 2000 enfants séparés de leurs parents depuis la directive de mai, seuls six ont été ramenés à leur famille.

El Paso. Dans cette ville du désert de Chihuahua, tout vibre au son du Norteño, au parfum de l'Epazote, au goût du Nopal et au défilé de chapeaux de cowboy blancs... mais aussi des voitures blanches striées de vert des Border Patrols le long de ce mur qui scarifie l'agglomération — autrefois prospère en raison justement de sa frontière.

Ciudad Juárez et sa violence endémique sont à un jet de pierre, mais sa jumelle américaine, elle, figure parmi les villes les plus sécuritaires des États-Unis, la deuxième en fait. N'en déplaise au président. En effet, la proportion d'immigrants qui y vivent place El Paso en 7<sup>e</sup> position parmi les plus grandes agglomérations américaines, alors que 1,4 % de sa population est « Dreamer » et que 10 % est sans papiers : cette ville donne corps à des études universitaires, comme celle menée par Robert Adelman et publiée l'an passé montrant le caractère mensonger du « mythe du migrant criminel » véhiculé par le gouvernement en place.

Car ni la criminalité ni l'économie nationale (qui dépend largement de cette main-d'œuvre bon marché prête à occuper tous les emplois dont les citoyens ne veulent pas pour assurer l'avenir de ses enfants), et encore moins la sécurité nationale (les États-Unis ont joué un rôle déterminant, bien plus que l'immigration, dans l'architecture de gangs violents comme le MS-13), ne permettent de justifier les mesures actuelles. Surtout pas la sécurité nationale. Elle qui a été invoquée pour justifier la séparation des familles qui demandaient l'asile politique, pour imposer des taxes à l'importation sur l'aluminium et l'acier canadiens, et qui justifie l'application et le maintien du décret migratoire — disposition dont les fondements sont analogues à ceux qui avaient justifié des mesures discriminatoires puis l'internement des Américains d'origine japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale (Korematsu et Hirabayashi c. États-Unis) : la sécurité nationale et la sphère de compétence du président.

**Ciudad Juárez et sa violence endémique sont à un jet de pierre, mais sa jumelle américaine, elle, figure parmi les villes les plus sécuritaires des États-Unis, la deuxième en fait. N'en déplaise au président. En effet, la proportion d'immigrants qui y vivent place El Paso en 7<sup>e</sup> position parmi les plus grandes agglomérations américaines, alors que 1,4 % de sa population est « Dreamer » et que 10 % est sans papiers**

Mais voilà, comme l'explique le général Michael Hayden, directeur de la National Security Agency de 1999 à 2005 puis de la CIA jusqu'en 2009 (donc pas un « gauchiste libéral », si besoin était de lui trouver un titre de noblesse), de telles mesures sont contre-productives, et en réalité rendent « les États-Unis moins sûrs ».

Alors, devant l'obséquiosité du Congrès et la déférence (pour reprendre les termes du professeur David Rudenstein) de la plus haute cour du pays, qui hésite à faire prévaloir les libertés fondamentales sur une compétence exécutive pour laquelle elle a toujours hésité à trancher (la fameuse doctrine de la question politique), ceux que ces mesures révoltent s'insurgent.

À El Paso peut-être plus qu'ailleurs, car ils sont là-bas sur la ligne de front. En raison de la composition démographique du comté d'abord. Parce que bien des familles comptent parmi leurs membres un oncle sans papiers ou une cousine Dreamer, ou simplement une grand-mère de l'autre côté de la frontière. Mais aussi en raison de l'ambiance que font régner les gardes frontaliers (l'ACLU vient de révéler la brutalité de la gestion du dossier des enfants migrants au cours de la dernière décennie). Ou encore parce que les El Pasoans ont subi de plein fouet les effets de l'ALÉNA et la délocalisation vers le sud des *maquiladoras*. Ou encore au nom du droit des femmes, alors qu'une seule clinique pratique encore l'avortement dans la ville (l'une des deux qui restent ouvertes dans la zone frontalière) et que, devant son entrée, les militants « pro vie », à genoux et brandissant une croix de la grandeur d'un adulte, haranguent ceux qui s'en approchent. D'autant que, dans le contexte du départ du juge Kennedy (un vote pivot à la Cour suprême), le juriste Jeffrey Toobin prévoit que l'avortement deviendra rapidement illégal dans une vingtaine d'États, parce que son inconstitutionnalité devient plus prévisible.

Mais au nom de la sécurité nationale, il sera de plus en plus aisé de museler « l'incivilité » d'un propriétaire de restaurant ou de quelqu'un qui donne des coups de bâton symboliques aux *piñatas* à l'effigie du président. Le risque est réel. Et le vote de novembre, déterminant. Rappelez-moi, comment commence *La servante écarlate*, déjà ?

**Dans la rue, les femmes sont forcées de faire autre chose pour survivre... Cela veut parfois dire vendre des services sexuels, de la drogue, ou voler. Si vous ne donnez pas de l'argent et un toit aux gens, que pensez-vous qu'ils vont faire ?**

JESSICA QUIJANO



C'était en 2013. Tout donnait envie de ne rien faire, de *chiller* à Montréal. Aujourd'hui, lui croupit en prison et elle repose six pieds sous le pergélisol.

ILLUSTRATION TIFFET

# Nellie et Kwasi, une rencontre pathétique

Une histoire comme en aurait rêvé Hollywood si ce n'était sa fin tragique

GUILLAUME LAVALLÉE  
COLLABORATION SPÉCIALE  
LE DEVOIR

C'est une histoire d'amour improbable. Lui, Kwasi, venu des Antilles ; elle, Nellie, du Nunavik. Le Noir et l'Inuite.

Tout avait commencé en 2013, quelque part sous les érables. Les terrasses, les gratteux de guitare à draguer le joint au bec dans les parcs, tout donnait envie de ne rien faire, de *chiller* à satiété à Montréal.

À l'ombre du ronronnement sourd de la ville, dans une soirée discrète, Nellie est présentée à Kwasi. Ses yeux en amandes, ses cheveux noirs, soyeux, et son visage de poupée Bout-de-chou lui ont sans doute donné le tournis. Sa carrure, son exotisme et sa voix enveloppante l'ont peut-être achevée.

Une histoire comme en aurait rêvé Hollywood si ce n'était sa fin tragique. Aujourd'hui, il croupit en prison et elle repose six pieds sous le pergélisol.

Un mois après leur première rencon-

tre, ils emménagent ensemble. Ils deviennent Kwasi et Nellie. Un couple « d'immigrés », de déracinés qui se défont à grand renfort de bière pas chère à l'arrière-goût métallique et de *mojo*, un *drink* sucré, coloré et pétillant destiné aux premières cuites d'adolescents.

Lui a grandi avec sa mère à Trinidad, sans son père. Au lendemain du 11-Septembre, adolescent, il s'envole pour Montréal avec son grand frère pour rejoindre son père et sa belle-mère.

Kwasi étudie et trouve un boulot dans une compagnie de télémarketing sur la rue Sainte-Catherine, à quelques enjambées du square Cabot, la ruche des Inuits en ville. Le soir, sans trajectoire, il erre parfois dans les bars-tanières du quartier. Mais il est avant tout « un homme généreux et très travaillant », confie un proche.

Nellie arrivera plus tard. À 27 ans, sans diplôme, en deuil de son mari décédé, elle abandonne ses trois jeunes enfants à sa belle-famille à Puvirnituq, un ha-

meau isolé de 1700 âmes sur les rives de la baie d'Hudson, dans le Grand Nord québécois. « Lorsqu'il [son mari] est mort, elle ne pouvait plus rester à Puvirnituq, c'était devenu trop difficile pour elle », se contentera de dire sa mère, Maggie, sans épiloguer.

Nellie s'envole pour Montréal, sorte de Disneyland où viennent se réaliser ou s'écraser les rêves d'Inuits las du Nord avec ses logements surpeuplés, ses villages sans secrets et ses espoirs souvent fauchés. Mais l'exaltation des premiers jours cède le pas à une réalité combien plus cruelle. Quand Kwasi rencontre Nellie, elle est sans domicile fixe. Itinérante.

À Montréal, la dizaine de milliers d'autochtones représentent 0,6 % de la population, mais 10 % des itinérants. Les risques qu'un Inuit se retrouve à la rue sont quatre fois plus élevés que pour un autre autochtone. La rue, c'est la Place des Arts à l'est et le square Cabot à l'ouest.

« C'est une zone de mort, je vois des

gens mourir dans les rues presque chaque semaine... Vous devez être un véritable couteau suisse pour survivre ici », confie un habitué du square, situé à la lisière de Westmount, avec ses maisons en pierre, ses Porsche et ses haies taillées avec un raffinement quasi obsessionnel.

Dans la rue, « les femmes sont forcées de faire autre chose pour survivre... Cela veut parfois dire vendre des services sexuels, de la drogue, ou voler. Si vous ne donnez pas de l'argent et un toit aux gens, que pensez-vous qu'ils vont faire ? » rage Jessica Quijano. Dans le cadre d'un projet lancé par le Foyer pour femmes autochtones de Montréal, cette ex-travailleuse sociale use ses semelles et ses jours à protéger les femmes autochtones et connaît les histoires d'Inuites abusées, violées, disparues ou mortes mystérieusement dans les entrailles de la ville.

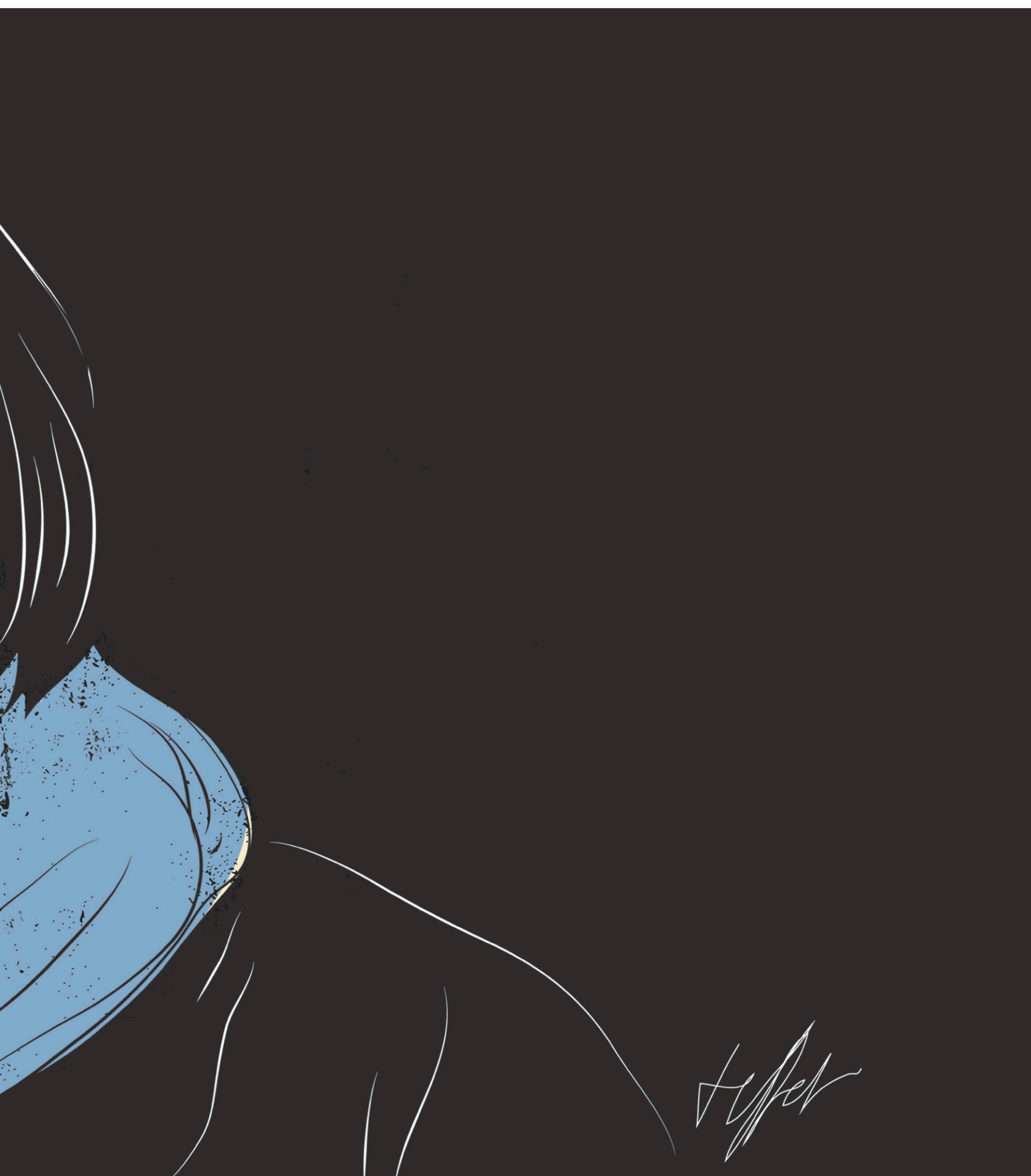
Dans le microcosme du square Cabot, Nellie et sa bouille pétillante en trompe-l'œil étaient connues. Elle avait ses amies, ses repères, ses habitudes. Le soir, avec Kwasi, elle allait parfois se mitrailler à coups de bières. « Elle pouvait boire deux caisses de 12 [bières] par jour, si ce n'est pas plus... Elle pensait beaucoup à son mari décédé et à ses enfants. Ça la mettait dans un état de dépression », dira Kwasi.

Bouée de sauvetage de Nellie, Kwasi deviendra rapidement son bourreau. Après l'ascension des débuts, le couple coule. Elle sans emploi, lui gagne-petit, le manque d'argent devient un irritant. Le duo improbable s'engueule, se disloque, se reforme et s'engueule à nouveau.

« Stop! Stop! Stop! »

Pourtant, le couple reste un couple. Nellie n'est pas l'escorte inuite de Kwasi. Ils fréquentent la même église, passent leurs journées ensemble. Et l'Inuite se rend à l'occasion dans la famille de Kwasi, dans le quartier Côte-des-Neiges.

Mais le courant ne passe pas entre Nellie et sa belle-mère, qui se souvient d'un souper en famille à la maison qui a tourné à l'aigre. « Je lui ai dit [à Kwasi] : "Si tu ra-



**Comme Nellie, Siasi venait de Puvirnituk. Visage poupin, innocent, corps frêle d'adolescente, elle vivait entre le Nunavik et Montréal, entre le Nord et le Sud, entre les Inuits et les Qalunaat, les Blancs. Huit mois après sa mort, la police a écroué l'homme qui avait passé sa dernière soirée avec elle, mais pour une autre affaire avec une touriste. Il aura fallu une touriste, râlent certains...**

Mais le sillon est gravé au centre du cou, pas sous la mâchoire, comme lors d'une pendaison. Quelques semaines plus tard, un homme poignardé, ensanglanté, sort de l'appartement de Kwasi. Au square Cabot, la nouvelle affûte les suspensions. Et si l'amant était le meurtrier? Les éléments s'accumulent. Le piège se referme. Kwasi est arrêté, puis reconnu coupable de meurtre au deuxième degré.

#### Nellie n'est pas seule

À Montréal, Nellie n'est pas la seule Inuite morte ou agressée ces dernières années. Au mois d'août dernier, Siasi Tullaugak est retrouvée, à l'aube, pendue à un balcon dans une ruelle à moins de 100 mètres de Chez Doris, un refuge pour femmes itinérantes qu'elle fréquentait. Ses amis craignent un meurtre camouflé en suicide.

Comme Nellie, Siasi venait de Puvirnituk. Visage poupin, innocent, corps frêle d'adolescente, elle vivait entre le Nunavik et Montréal, entre le Nord et le Sud, entre les Inuits et les Qalunaat, les Blancs.

Début avril, huit mois après sa mort, la police a écroué l'homme qui avait passé sa dernière soirée avec elle, mais pour une autre affaire. Grand, rastas entrecroisés, Obafemi Toussaint a été arrêté pour avoir forcé une touriste mineure « à prendre de la drogue pour ensuite l'agresser sexuellement ». Il aura fallu une touriste, râlent certains.

Depuis la diffusion de son portrait dans les refuges comme Chez Doris, « d'autres dénonciations » ont suivi, confirme la police. Une sorte de #MeToo discret, car il est difficile de convaincre les femmes inuites de porter plainte.

Il y a la barrière de la langue entre l'inuktitut et le français; la crainte d'entrer dans un poste de police sans en sortir car fichée pour avoir flâné, volé ou bu sur la voie publique; le fait d'avoir à raconter son histoire à différents intervenants (police, avocat, juge) sur plusieurs mois. Autant dire une éternité pour celles qui errent.

Bref, « il y a une peur constante de la police », constate Nakuset, militante crie qui tient à bout de bras le Foyer pour femmes autochtones de Montréal, dont la moitié de la clientèle est inuite. « Historiquement, cette relation est négative, car c'était la GRC qui arrachait les enfants aux parents pour les emmener dans les pensionnats... »

Dans le cas de Nellie, les enquêteurs ont fait leur travail. Après sa mort, en aval. En amont, toutefois, son destin semble avoir glissé entre les mains du système à coups d'arrestations pour « voies de fait graves », d'ordonnances non respectées, comme autant de signaux, de crépitements, de *bips!* sur l'écran radar de la justice.

Au cours du procès qui s'est étalé sur près de deux mois cet hiver, et qui nous a permis de retracer une partie de l'histoire du couple en obtenant les enregistrements sonores des audiences et par des entretiens hors cour, Kwasi a répété que Nellie « voulait se suicider ».

Mais le sillon sur le cou de la jeune Inuite n'est pas la marque d'un suicide, d'une autopenaison sur le câble d'un réveille-matin noué à une tringle. Nellie ne s'est pas donné la mort. On lui a arraché la vie, a conclu le jury.

Nellie Angutiguluk avait laissé ses enfants derrière elle après la mort de son mari. Elle était venue à Montréal pour y renaître, se retrouver, et n'y a trouvé au final que la mort. Une mort brutale, sans appel, sur un prélat glacé. Une mort de faits divers, une mort qui aurait pu si facilement s'expliquer par un suicide, une mort d'un mauvais film dans lequel ont joué trop de femmes autochtones.

**C'est une zone de mort, je vois des gens mourir dans les rues presque chaque semaine... Vous devez être un véritable couteau suisse pour survivre ici.**

UN HABITUÉ DU SQUARE CABOT



mènes cette fille chez moi, même au seuil de cette porte, tu seras aussi banni de la maison », raconte la belle-mère. Il ne l'a pas fait, alors c'était ma punition. » Le bannir du foyer familial...

Les deux naufragés urbains se retrouvent aussi à The Open Door, un sanctuaire pour sans-abri logé dans une église anglicane aux briques rouges, tout près du square en pleine gentrification. Au point où le refuge doit plier bagage cet été pour renaître à l'est, près de la Place des Arts.

Fin 2014, Kwasi et Nellie débarquent à l'église avec un projet en tête et dans le cœur. « Ils m'ont demandé de les marier... mais j'étais hésitant, car les relations entre personnes qui sont sur le bord de l'itinérance peuvent être houleuses, et c'était clairement le cas avec eux, raconte David Chapman, directeur du refuge. Vous pouviez voir qu'il y avait des turbulences. »

Ces zones de turbulence ont valu à Kwasi des passages devant la justice et des interdictions d'approcher Nellie. Mais chaque fois, il est relâché. Comme en janvier 2014, quand une plainte est déposée pour l'avoir « défigurée ».

Un an plus tard, Nellie et Kwasi emménagent dans un nouvel appartement sans charme de la rue De Nancy, un bout de bitume perdu derrière des entrepôts, dans Côte-des-Neiges. La pendaison de crémaillère est musclée. Une porte est défoncée, comme les oreilles des voisins.

Nellie ne va pas bien. Kwasi non plus. Ils boivent, s'engueulent, consomment. Un soir de mai, ils enfilent les bières jusqu'à minuit, puis sortent au café-bar Dorval, un pub prisé par les Inuits situé dans une zone industrielle qui entoure l'aéroport, seule gare pour le Grand Nord québécois. Un pub retapé, avec ses écrans plats, ses pichets de bière au rabais et son armada de machines de loterie vidéo qui dévorent en silence les billets comme les espoirs.

Déjà défoncés à leur arrivée, Kwasi et Nellie en remettent une couche au bar. À la sortie, Kwasi empoigne Nellie par le gilet et la traîne sur le sol. « Elle criait : "Stop! Stop! Stop!" Elle était effrayée... Lui, il était furieux, il disait qu'il faisait

tout pour elle, qu'il payait le loyer et qu'elle prenait son argent. » Dans le stationnement d'un restaurant adjacent, Damian Langner, employé d'un magasin à grande surface, assiste à la scène, médusé.

Il compose le 911. Les policiers surgissent et bouclent Kwasi, qui plaide non coupable de « voies de fait ». La justice le remet en liberté six jours plus tard en lui interdisant de s'approcher de Nellie. Mais la belle Inuite agit comme un aimant sur lui. À peine sorti, il la recontacte.

#### Sentir le plancher vibrer

Kwasi et Nellie passent la nuit ensemble dans leur appartement aux murs sans vie, rendent visite à Maggie, la mère de Nellie, en ville pour un suivi médical, car les cliniques du Nunavik ne sont pas équipées pour les opérations et les suivis médicaux complexes.

Après une journée à faire les boutiques, le couple abandonne Maggie avec la promesse de se revoir. « Elle [Nellie] a dit qu'elle allait venir me rendre visite le lendemain. Normalement, elle m'appelle et passe me voir en après-midi. Mais je l'ai attendue toute la journée. » Et pour cause...

Après avoir quitté Maggie, Nellie et Kwasi vont boire dans un parc, puis au Vegas, un bar planqué au fond d'un couloir au carrelage fatigué dans le sous-sol d'un centre commercial. À la sortie, Nellie titube dans la rue sous le regard ahuri de Kwasi. « Elle marchait devant les voitures en disant qu'elle voulait se tuer, qu'elle voulait se suicider... Je me suis placé devant les voitures, et l'ai reconduite sur le trottoir. » Des policiers s'approchent.

Un agent les accompagne au seuil de leur immeuble. Ils entrent, lui sa chemise qui sort de son pantalon, elle pieds nus dans ses escarpins. Ce sera la dernière apparition de Nellie, la dernière fois qu'elle sera vue vivante par l'œil froid de la caméra de vidéosurveillance de l'immeuble.

Dans l'appartement, Kwasi dira s'être installé devant la minuscule télé du couple dans le salon et avoir retrouvé Nellie

une vingtaine de minutes plus tard, affalée sur le plancher, inconsciente. Mais de l'autre côté du mur en carton-pâte, Rustam Paroligan, un voisin à peine rentré de son quart de travail dans un *fastfood*, assiste, aveugle, à une tout autre scène.

« Dès que je suis rentré, je les ai entendus s'engueuler. Vers 1 h du matin, ils parlaient vraiment fort. En anglais. Puis, à partir de 2 h, ça s'est envenimé. Je pouvais entendre les objets lancés au sol, des verres cassés, je pouvais sentir le plancher vibrer et les murs trembler un peu. J'ai entendu quelque chose à propos de fric : "Où est mon  *fucking*  argent?" La fille [Nellie] a dit : "Tu peux me tuer, je n'ai pas peur de mourir!" C'était le bordel. »

Le lendemain, Kwasi se sauve au travail. À son retour, le soir, paniqué, il fait les cent pas et compose le 911.

Les pompiers et les ambulanciers débarquent. En surgissant dans le corridor du 2<sup>e</sup> étage, Terrence Killoran, paramédical d'expérience, entend les *bips!* d'un défibrillateur cardiaque tinter. Les pompiers pratiquent un message cardiaque sur Nellie, inerte.

« Je l'ai touchée, elle était froide, très froide... et ses jambes étaient rigides. » « J'ai demandé [à Kwasi] : "Était-elle paralysée des jambes?" Il a répondu : "Non, elle marchait il y a encore quelques minutes." Cela m'a vraiment intrigué. Je me suis dit que c'était impossible. » Les cuisses et l'abdomen de Nellie s'empourent. Pour lui, aucun doute : Nellie est morte. Et depuis plus de cinq minutes.

Sous le regard aiguisé de Terrence Killoran, l'appel au 911 se mue en polar. Nellie s'est-elle suicidée? A-t-elle été plutôt assassinée? Par qui? Pourquoi?

À la police de Montréal, les enquêteurs tentent de remettre de l'ordre dans ce puzzle. Ils sont intrigués par le rapport de la pathologiste qui évoque un sillon dans le centre du cou de la jeune Inuite.

Les policiers retournent à l'appartement pour y saisir des câbles, dont celui d'un réveille-matin noué en cercle sur la tringle de la garde-robe. S'y est-elle pendue? Après tout, le suicide fait des ravages dans les communautés inuites du pays...

## III IMMIGRATION

## Les Européens encore loin du compte après leur accord au forceps

CÉDRIC SIMON  
À BRUXELLES  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Les Européens sont loin d'avoir mis fin aux querelles sur les migrations avec leur accord conclu dans la douleur vendredi à Bruxelles, qui soulève de nombreuses questions sur sa mise en pratique et de sévères critiques de la part d'ONG.

Un nouveau drame survenu vendredi a rappelé les drames humains derrière ces tractations diplomatiques : trois bébés sont morts et une centaine de personnes sont portées disparues après le naufrage d'un canot pneumatique au large des côtes libyennes.

Les pays d'Europe centrale, les plus hostiles à l'accueil de migrants, ont crié victoire à l'issue du sommet bruxellois en soulignant qu'il n'y avait aucune mesure d'accueil obligatoire dans le compromis des 28, que l'Italie avait menacé de bloquer faute d'engagements de solidarité de ses voisins face aux arrivées sur ses côtes.

« L'Italie n'est plus seule », s'est réjoui le chef du gouvernement populiste italien, Giuseppe Conte, après les « conclusions » du sommet approuvées à l'unanimité à 4 h 30 du matin, au bout de neuf heures de tractations tendues.



Un nouveau drame est survenu vendredi : trois bébés sont morts et une centaine de personnes sont portées disparues après le naufrage d'un canot pneumatique au large des côtes libyennes.

LOUISA GLOULIAMAKI AGENCE FRANCE-PRESSE

## AVIS LÉGAUX

## Primeau Proulx et Associé inc.

Syndics autorisés en insolvabilité

Avis de la première assemblée  
(paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l'affaire des faillites de :

**Atelier Filteau Marine inc.**, **Benoît Lafflamme Courtier inc.**, Corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires au 209, boul. René-A. Robert, Sainte-Thérèse, Québec J7E 4L1.

Faillite

AVIS est par les présentes donné que la faillite de **Atelier Filteau Marine inc.** est survenue le 21 juin 2018 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 12 juillet 2018 à 10h00 au bureau du syndic.

Ce 26<sup>e</sup> jour de juin 2018.

**PRIMEAU PROULX ET ASSOCIÉ INC.**,  
Syndics autorisés en insolvabilité

**SYLVAIN PROULX, CPA, CA, SAJ, Syndic administrateur**  
846, boul. Curé-Labelle, bureau 205, Blainville (QC)  
J7C 2K9. Tél. : 450 972-1030 • Téléc. : 450 972-1020

Avis de clôture d'inventaire  
AVIS est par les présentes donné que, à la suite du décès de Paul-Yvon CHARBONNEAU, en son vivant, domicilié au 65 boulevard Des Châteaux, Ville de Blainville, province de Québec, survenu le 2 mars 2018, un inventaire des biens du défunt a été fait par le liquidateur successoral, **ÉRIC CHARBONNEAU**. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés à l'étude de Me Louis Desjardins, notaire au 247 rue Westgate, Ville de Rosemère, province de Québec.

Donné ce 27 juin 2018  
**ÉRIC CHARBONNEAU**  
Liquidateur

Avis de dissolution  
Prenez avis que la personne morale sans but lucratif **L'Entraide missionnaire**, ayant son siège social à Montréal, province de Québec a l'intention de demander sa dissolution au Registraire des entreprises, Montréal, le 29 juin 2018.

## Louis Langevin inc.

Syndic autorisé en insolvabilité  
**Loi sur la faillite et l'insolvabilité**  
Avis de la première assemblée des créanciers  
Dans l'affaire de la faillite de : **TRANS-AMERICA GÉNÉTIQUE SERVICES INC.**

AVIS est par les présentes donné que la faillite de **Trans-América Génétique Services inc.** ayant déjà fait affaires au 4865, boul. Laurier Ouest, Saint-Hyacinthe, Qc J2S 3V4, est survenue le 22 juin 2018 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 13 juillet 2018, à 14h, au bureau du syndic.

Fait à Saint-Hyacinthe, le 26 juin 2018.

**LOUIS LANGEVIN INC.**  
Syndic autorisé en insolvabilité à l'égard de **Trans-América Génétique Services inc.**  
Louis Langevin, CPA, CA, CIRP  
Responsable de l'actif  
2500, boulevard Casavant  
Ouest, bureau 102,  
Saint-Hyacinthe, Qc J2S 7R8  
T 450 250-0500 F 450 250-0501  
langevinsyndic.ca

## Primeau Proulx et Associé inc.

Syndics autorisés en insolvabilité

Avis de la première assemblée  
(paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de : **9200-0488 Québec Inc.**, corporation légalement constituée ayant eu sa place d'affaires au 8145, boul. du Saint-Laurent, Brossard (Québec) J4X 2A3.

Faillite

AVIS est par les présentes donné que la faillite de **9200-0488 Québec Inc.** est survenue le 21 juin 2018 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 12 juillet 2018 à 15h00 au bureau du syndic.

Ce 26<sup>e</sup> jour de juin 2018

**PRIMEAU PROULX ET ASSOCIÉ INC.**, Syndics autorisés en insolvabilité  
**Sylvain Proulx,**  
CPA, CA, SAJ  
Syndic administrateur

103-3410, Chemin de Chambly  
Longueuil (Qc) J4L 1N8  
Tél. : 450 670-1040  
Téléc. : 450 670-1542

« C'est un accord pour construire, il ne règle en rien la crise que nous vivons », a reconnu le président français, Emmanuel Macron, tandis que la chancelière allemande, Angela Merkel, a reconnu que les Européens n'étaient « pas encore au bout du chemin ».

## « La partie la plus facile »

« Il est beaucoup trop tôt pour parler d'un succès » pour l'UE, a asséné de son côté le président du Conseil européen, Donald Tusk, vendredi. L'accord politique était « en fait la partie la plus facile de la tâche, comparativement à ce qui nous attend sur le terrain, quand nous commencerons à appliquer » les propositions, a-t-il admis.

L'annonce dès vendredi par le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini (extrême droite), que les ports italiens seraient fermés « tout l'été » aux ONG secourant des migrants, est venue illustrer les possibles difficultés qui s'annoncent.

L'accord des 28 propose notamment d'explorer une « nouvelle approche » controversée avec la création de « plateformes de débarquement » de migrants en dehors de l'UE pour dissuader les traversées de la Méditerranée, où les 28 ont appelé les ONG à « ne pas entraver les opérations des garde-côtes libyens ».

« Les seules composantes sur lesquelles

les États européens semblent s'être mis d'accord sont, d'une part, le blocage des personnes aux portes de l'Europe [...] et, d'autre part, la diabolisation » des ONG faisant du sauvetage en mer, a déploré la responsable des urgences pour MSF, Karline Kleijer.

Pour les migrants secourus dans les eaux européennes, des « centres contrôlés » sont proposés dans le texte — et non « fermés » comme le souhaitait la France —, que les États membres mettraient

en place « sur une base volontaire ».

Une distinction y serait faite « rapidement » entre migrants irréguliers à expulser et demandeurs d'asile légitimes, qui pourraient être répartis dans l'UE, mais là aussi « sur une base volontaire ».

« Il est clair que le déplacement des migrants ne pourra pas s'effectuer sans l'accord préalable et le consentement des pays concernés », s'est félicité le premier ministre hongrois, Viktor Orban, estimant que « la Hongrie restera un pays hongrois et ne deviendra pas un pays de migrants ».

C'est un « immense succès », a renchéri son homologue polonais, Mateusz Morawiecki, dont le pays avait comme la Hongrie rejeté les quotas de répartition instaurés provisoirement de 2015 à 2017.

La question se pose désormais de la localisation des « centres contrôlés » évoqués dans le compromis européen. « Des pays ont dit leur disponibilité, pas l'Italie », a rappelé M. Conte, après que le chancelier autrichien, Sebastian Kurz, a aussi exclu d'en avoir en Autriche.

« La France n'est pas un pays de première arrivée, compte tenu de sa situation, et n'ouvrira pas de centres de ce type », a dit à son tour M. Macron.

L'accord appelle aussi les États membres à « prendre toutes les mesures » internes nécessaires pour éviter les déplacements de migrants entre pays de l'UE, ces « mouvements secondaires » convergeant souvent vers l'Allemagne, où ils sont au cœur du débat politique qui fragilise Angela Merkel.

Les dirigeants des pays de l'UE ont par ailleurs entériné leur aveu d'échec sur la réforme globale du régime d'asile européen, enlisée depuis deux ans, que ce sommet était à l'origine censé débloquer.

Des chercheurs veulent « rationaliser »  
le débat sur l'immigration

LONDRES — Quelque 500 universitaires, principalement européens, appellent à une approche plus scientifique des politiques d'immigration dans une lettre publiée dans le quotidien britannique *The Guardian* vendredi. Ces chercheurs, dont l'économiste français Thomas Piketty ou le directeur de l'Institut Max Planck, Steven Vertovec, réclament « une réunion d'urgence de scientifiques et d'experts pour éclairer la prise de décision politique ». Ils réclament aussi qu'« il soit mis fin à des solutions politiques de court terme et

inadaptées qui nous mènent à des crises politiques et humanitaires » et la création d'un « panel international sur la migration et l'asile ». Leur lettre pointe le manque de données fiables, et au-delà du problème des chiffres, souligne qu'« une politique uniforme et basée sur l'idéologie ne fonctionne pas ». Ils relèvent que l'accès rapide au logement, à l'éducation comme au marché du travail améliore l'intégration des migrants et des demandeurs d'asile dans les pays d'accueil, en plus de réduire les inégalités.

## Un Portugais défait le candidat de Trump à la tête de l'agence de l'ONU pour les migrations

AGNÈS PEDRERO  
À GENÈVE  
AGENCE FRANCE-PRESSE

C'est une première en 50 ans : l'agence de l'ONU pour les migrations ne sera pas dirigée par un Américain. Le Portugais António Vitorino, un « ami proche » du chef de l'ONU, António Guterres, a été élu vendredi à la tête de l'organisation, évinçant le candidat controversé de Donald Trump.

Le poste de directeur de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), une agence comptant 172 États membres et dont les États-Unis sont l'un des principaux contributeurs avec les Européens, a été occupé depuis la création de l'institution en 1951 par un Américain, avec une seule exception de 1961 à 1969 avec le Néerlandais Bastiaan Haveman.

Cette fois, le candidat de Washington, Ken Isaacs, n'a pas réussi à remporter les suffrages nécessaires. Pire, il a été le premier candidat à être éliminé. Les propos polémiques de cet ancien vice-président de l'ONG humanitaire chrétienne Samaritan's Purse (Bourse du Samaritain), accusé d'être climatosceptique alors que de nombreuses mi-

grations sont liées à des facteurs climatiques, ont également terni son image.

D'autant que sur l'épineux dossier des migrations, le gouvernement Trump fait justement l'objet de vives critiques de l'ONU pour son interdiction permanente d'entrée sur le territoire américain aux ressortissants de six pays, pour la plupart à majorité musulmane, et pour sa récente décision de séparer de leurs parents des enfants de migrants entrés illégalement sur le territoire américain. Une politique désormais abandonnée après un déluge de critiques.

C'est donc António Vitorino, 61 ans, qui a été élu par acclamation, la Costaricaine Laura Thompson, actuelle directrice adjointe de l'OIM, ayant décidé de retirer sa candidature après quatre tours de scrutin.

Homme politique et avocat d'affaires, M. Vitorino est entré au Parti socialiste portugais au moment de la révolution des Œillets de 1974, alors qu'il n'avait pas encore 18 ans. Elu député pour la première fois en 1980, il a été secrétaire d'État sous Mário Soares (1983-1985), puis ministre du gouvernement dirigé par António Guterres (1995-1997).

M. Vitorino a affirmé vendredi être

un « ami proche » du chef de l'ONU. C'est « un homme de bon conseil » et « le meilleur de notre génération », avait un jour dit à propos de son ancien ministre M. Guterres.

En 1997, M. Vitorino a démissionné du poste de ministre de la Défense lorsqu'un journal l'a mis en cause dans une affaire d'impôt foncier non payé. Fils d'un employé de banque et d'une professeure de français, il se décrit lui-même comme « un linguiste frustré » et un hypocondriaque, mais se dit fier d'avoir toujours fait lui-même ses courses au supermarché.

Élu au Parlement européen en 1994, M. Vitorino a surtout été marqué par son passage au poste de commissaire européen à la Justice et à l'Intérieur, entre 1999 et 2004. Souvent cité comme un potentiel candidat au poste de premier ministre ou de président de la République, il ne s'est jamais plus réellement investi dans la vie politique nationale.

Le nouveau patron de l'OIM succédera le 1<sup>er</sup> octobre à l'Américain William Lacy Swing, qui a effectué deux mandats de cinq ans à la tête de l'OIM. La victoire du Portugais constitue un véritable échec pour les États-Unis.

## Appel d'offres

Côte-des-Neiges  
Notre-Dame-de-Grâce  
Montréal

## Designation de la catégorie

## APPEL D'OFFRES PUBLIC – TRAVAUX

## DIVISION DES ÉTUDES TECHNIQUES

## Construction de dos d'âne sur divers tronçons de rue à travers l'arrondissement

## Soumission CDN-NDG-18-AOP-TP-038

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant **11 heures, le 18 juillet 2018**, au bureau Accès Montréal, 5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée, Montréal (Québec), H3X 2H9. Les soumissions seront ouvertes publiquement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

Renseignements : René Molinié, ingénieur  
Téléphone : (514) 872-5669

Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 30 juin 2018.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat doivent obligatoirement se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web [www.seao.ca](http://www.seao.ca). Les documents doivent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires spécialement préparés à cette fin dans une enveloppe cachetée, clairement identifiée, et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Fait à Montréal, le 30 juin 2018.

La secrétaire d'arrondissement substitut  
Julie Faraldo-Boulet

## HEURES DE TOMBÉE

Avis légaux  
et appels d'offres

Les réservations doivent être faites avant  
15 h pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du **lundi** :Réservations avant **11 h le vendredi**Publications du **mardi** :Réservations avant **15 h le vendredi**

## POUR NOUS JOINDRE

avisdev@ledevoir.com

Tél. : 514-985-3344 // Fax : 514-985-3340

[www.ledevoir.com/services-et-annonces/avis-publics](http://www.ledevoir.com/services-et-annonces/avis-publics)  
[www.ledevoir.com/services-et-annonces/appels-d-offres](http://www.ledevoir.com/services-et-annonces/appels-d-offres)

III ÉTATS-UNIS

## Une édition historique du *Capital Gazette*

MARIE-LISE ROUSSEAU  
LE DEVOIR

L'identité des cinq victimes de la fusillade de jeudi dans la salle de rédaction du *Capital Gazette*, à Annapolis, a été révélée à la une de l'édition historique du journal, publié vendredi matin malgré les circonstances tragiques.

Il s'agit des journalistes Robert Hiaasen, Gerald Fischman, John McNamara et Wendi Winters, et d'une employée de bureau, Rebecca Smith.

Les rescapés du drame ont tenu jeudi soir à publier une édition du journal pour rendre hommage à leurs collègues tués. À l'arrière de camionnettes, dans un stationnement, ils ont recréé des bureaux de fortune pour raconter la tragédie dont ils ont été les victimes, avec l'aide des journalistes du *Baltimore Sun*, propriétaire du *Capital Gazette*.

« Je ne peux pas dormir, donc la seule chose que je peux faire, c'est rendre compte des faits », a écrit sur Twitter pendant la nuit le journaliste Phil Davis.

Dans leur journal de vendredi, les noms des victimes sont imprimés à la page habituellement réservée aux éditoriaux, laissée vide. « Demain, cette

page reviendra à son but originel, qui est de proposer à nos lecteurs des opinions informées », est-il précisé.

Les citoyens d'Annapolis, paisible municipalité du Maryland à une heure de route de Washington, étaient endeuillés au lendemain de la tragédie. Les victimes étaient bien connues dans la communauté. Un petit lieu de recueillement spontané a vu le jour à l'entrée de l'allée qui mène aux locaux du quotidien.

### Une rancœur contre le journal

Les mystères quant aux motifs du tireur ont été résolus vendredi. Contrairement à ce que plusieurs personnes ont avancé sur les réseaux sociaux jeudi, le suspect ne semble pas avoir été influencé par les propos hargneux envers les journalistes du président Donald Trump et de son entourage. Il entretenait plutôt une rancœur contre le *Capital Gazette* depuis 2012 en raison d'un conflit judiciaire.

Le tireur, identifié par des documents judiciaires comme étant Jarrod Ramos, avait alors poursuivi la publication sans succès, lui reprochant d'avoir porté atteinte à sa réputation lors d'un reportage sur une affaire de harcèlement criminel le concernant. Il aurait ensuite entrepris de harceler plusieurs employés sur Twitter. Dans un message, M. Ramos écrit qu'il « serait bien que le journal cesse d'être publié », puis ajoute que « ce serait encore mieux » que deux journalistes « cessent de respirer ».

Un policier s'était rendu chez Ramos en mai 2013 à la suite de menaces proférées contre le *Capital Gazette*. Les responsables du journal avaient alors préféré ne pas engager de poursuites « par crainte [d']attiser une situation déjà enflammée ».

L'homme de 38 ans fait face à cinq accusations de meurtre au premier degré. Il est maintenu en détention.

Ramos a utilisé un fusil à pompe acheté légalement, a précisé Timothy Altomare, le chef de police du comté d'Anne Arundel, en conférence de presse. Il voulait « tuer autant de personnes que possible », selon la police.

Donald Trump a dénoncé vendredi un événement « horrible ». « Les journalistes, comme tous les Américains, devraient pouvoir exercer leur métier sans la peur d'être victimes de violentes attaques », a-t-il déclaré.

Avec l'Agence France-Presse et l'Associated Press

## Exécution de 13 « terroristes » en Irak



Le premier ministre irakien, Haïder al-Abadi, a voulu frapper fort en faisant exécuter 13 djihadistes et en publiant pour la première fois les photos des pendaisons, pour calmer les critiques contre son manque de fermeté après l'assassinat de huit civils par le groupe État islamique (EI). Les Irakiens, habitués à l'horreur depuis des années, pensaient qu'après l'annonce en décembre par M. Abadi de la victoire sur le groupe EI, l'organisation extrémiste allait cesser de nuire, mais son nouveau chantage les a replongés dans les cauchemars du passé. Pour faire taire les reproches, le chef du gouvernement avait ordonné jeudi l'exécution « immédiate » des centaines de djihadistes condamnés à mort, dont des femmes et des étrangers. Quelques heures plus tard, 13 condamnés à mort ont été exécutés, a annoncé le ministre de la Justice, Haïder al-Zamili.

ASSOCIATED PRESS



### 5 shot dead at The Capital



#### Laurel man, the suspected gunman, in custody

A Laurel man, the suspected gunman, in custody. The Capital Gazette newspaper building in Annapolis, Md., was hit by a shooting on Thursday. Five people were killed and several others injured. The suspect, a 38-year-old man, was taken into custody by police.

La une du *Capital Gazette* du 29 juin 2018  
ASSOCIATED PRESS

III FRANCE

## Avant le Panthéon, dernier hommage à Simone Veil au Mémorial de la Shoah

À PARIS  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Un dernier hommage à Simone Veil avant son entrée au Panthéon : le Mémorial de la Shoah à Paris a ouvert grand ses portes vendredi pour deux jours de recueillement auprès de la dépouille de cette figure de la vie politique française, survivante des camps nazis.

Jusqu'à samedi, des milliers de personnes vont pouvoir descendre dans la crypte de ce lieu de mémoire du génocide des juifs pour se recueillir devant le cercueil de Simone Veil, morte il y a un an presque jour pour jour, et de son époux, décédé en 2013.

Plusieurs dizaines de personnes étaient déjà réunies en matinée devant le bâtiment, comme Marguerite Poirier, 80 ans, venue parce qu'« après tout ce qu'elle a fait pour les femmes, c'était la moindre chose que de la remercier ».

Marie Rochet, 17 ans, était avec sa grand-mère, Marie Lachambre, 67 ans. Pour l'adolescente, Simone Veil « continue à vivre, elle restera longtemps ».

Le 30 juin 2017, les Français apprenaient avec émotion le décès, à 89 ans, de l'une de leurs personnalités préférées, ancienne déportée, ministre de la Santé et présidente du Parlement européen.

L'icône du combat pour la mémoire de la Shoah, de la réconciliation européenne et de la lutte pour les droits

des femmes entrera dimanche au Panthéon, la nécropole laïque des « grands hommes ».

Elle y reposera avec son époux, l'avocat Antoine Veil, ce qui fera d'eux le troisième couple à être inhumé au Panthéon.

Exhumés du cimetière Montparnasse, les cercueils de ces époux fusionnels ont été acheminés au Mémorial de la Shoah, situé dans le Marais, un quartier juif historique au cœur de Paris, pour y être exposés sous la surveillance de deux gardes républicains.

« Simone Veil avait un lien très fort à ce lieu qu'elle a contribué à bâtir », fait-on valoir au mémorial, où l'on précise que cet hommage à la fois public et intime est un choix de la famille.

Membre fondateur du centre, Simone Veil avait aussi été la première présidente de la Fondation pour la mémoire de la Shoah de 2001 à 2007.

Une « flamme éternelle » brûle au centre d'une grande étoile de David en marbre noir dans la crypte qui accueille les deux cercueils et qui tient lieu de tombeau symbolique aux six millions de juifs morts sans sépulture durant la Seconde Guerre mondiale.

Simone Veil y a perdu ses parents et son frère. Elle avait été déportée à Auschwitz à 16 ans par le convoi n° 71 du 13 avril 1944, parmi 1500 juifs dont les noms seront égrenés vendredi et samedi.

### Congédié?

Voyez

**François Gendron**  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Allumez le barbecue (ou pas), sortez les chaises pliantes et invitez famille et amis, **nos journalistes s'invitent à souper!**



Ils viendront à votre rencontre, bonnes bouteilles sous le bras, afin de discuter des enjeux qui vous tiennent à cœur par rapport aux élections de septembre prochain. Vous en avez long à dire au sujet de ces élections et êtes prêt, dans votre grande générosité, à recevoir deux des journalistes du *Devoir* le temps d'un repas? Vous habitez dans l'une de ces circonscriptions?

- |  |                                     |                                     |
|--|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Bonaventure     | <input type="checkbox"/> La Peltrie | <input type="checkbox"/> St-Laurent |
| <input type="checkbox"/> Jacques-Cartier | <input type="checkbox"/> Prévost    | <input type="checkbox"/> Ungava     |
| <input type="checkbox"/> La Fontaine     | <input type="checkbox"/> Rousseau   | <input type="checkbox"/> Viau       |

**On veut vous rencontrer. Inscrivez-vous!**  
[LeDevoir.com/elections2018](http://LeDevoir.com/elections2018)

**LEDEVOIR**

## III MEXIQUE

## «AMLO» et l'espoir d'une rupture

Q

GUY TAILLEFER



Quand Vicente Fox, candidat présidentiel du Parti Action nationale (PAN), a été élu en 2000, la société mexicaine entrant dans la modernité électorale s'est senti pousser des ailes. Pour de bonnes raisons, puisque la défaite du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) inaugurerait l'alternance au pouvoir pour la première fois en sept décennies. Le Mexique rompt enfin avec la « démocratie » après une interminable succession de scrutins manipulés, dont l'un des plus frauduleux fut certainement la victoire volée au Parti de la révolution démocratique (PRD) de Cuauhtémoc Cárdenas en 1988.

Beaucoup de Mexicains comprendront vite à quel point l'alternance peut souvent se résumer à des évolutions de surface. Le PRI toujours au purgatoire, le PAN conservera la présidence aux élections générales de 2006. Et qu'allait-on retenir du mandat du nouveau président Felipe Calderón? Qu'il s'est lancé quelques mois après son arrivée au palais présidentiel de Los Pinos dans une militarisation tous azimuts de la lutte contre les cartels de la drogue, ouvrant une ère de violences inouïes qui n'a fait depuis qu'empirer. Revenant au pouvoir en 2012 sous les traits du jeune Enrique Peña Nieto, le PRI a suivi le PAN sur les traces de cette violence (200 000 morts et 30 000 disparus depuis 2006), la conjuguant à son vieux fond de clientélisme, de corruption et d'arbitraire. Les scandales et les preuves d'abus de pouvoir se sont multipliés: il y a eu ces enquêtes gouvernementales anti-corruption auxquelles le gouvernement a lui-même fait obstacle, ce scandale de surveillance secrète des médias et des opposants et celui entourant les manipulations de l'enquête dans le massacre des 43 étudiants dans l'ouest du Mexique, commis en 2014.

.....

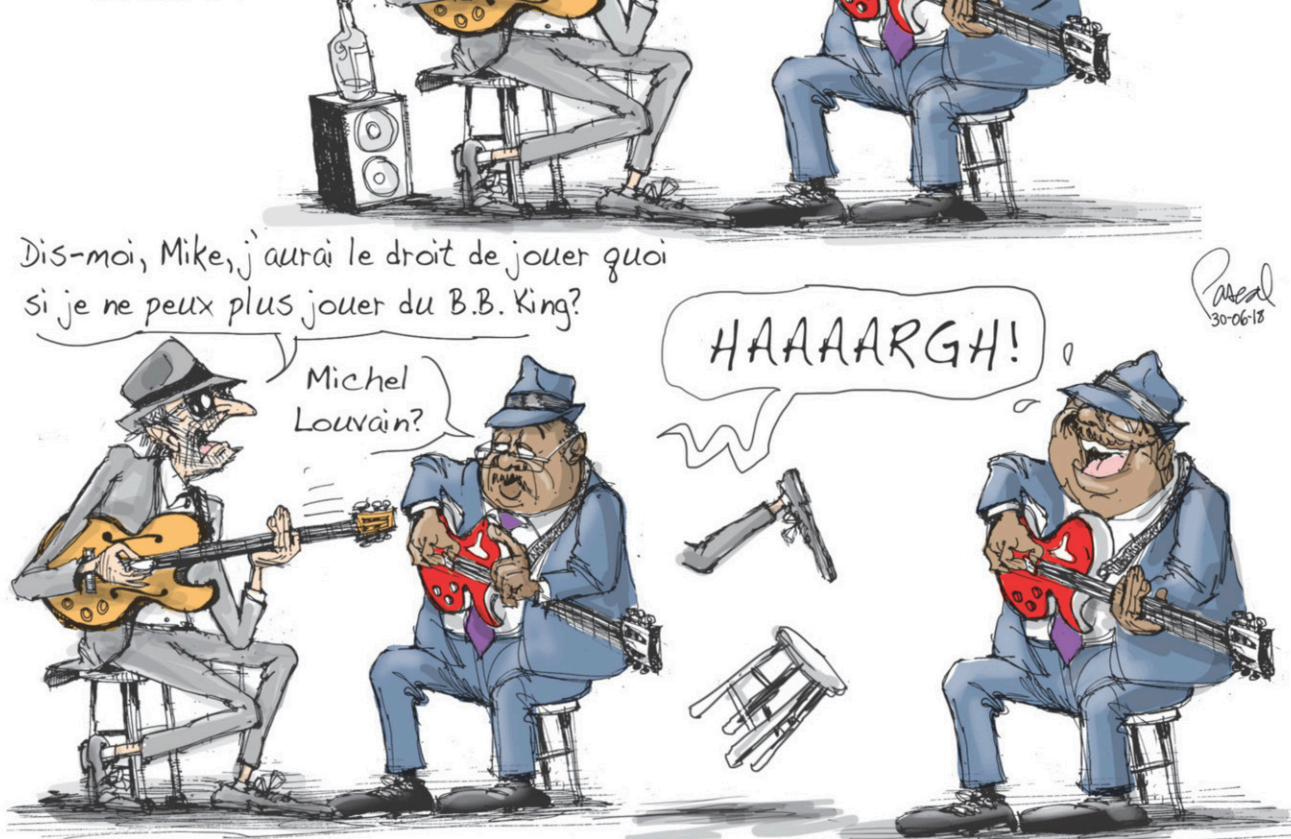
C'est dans un contexte d'aversion chronique pour leurs élites politiques ossifiées — Peña quitte le pouvoir dans un état d'impopularité abyssale — que les Mexicains s'en vont aux urnes dimanche pour choisir un nouveau président et, si tout se passe comme les sondages le jurent, lâcher la droite pour la gauche. Ce profond désenchantement profitera manifestement au candidat Andrés Manuel López Obrador, dit AMLO. Anciennement du PRD, l'homme de 64 ans a été maire de Mexico (2000-2005) et deux fois candidat à la présidence. Il devrait réussir cette fois-ci, comme les sondages le gratifient d'un avantage phénoménal de 25 points sur ses rivaux du PRI et du PAN (au Mexique, le président est élu pour un mandat unique de six ans dans le cadre d'un scrutin à un tour).

Son message résonne parmi les moins de 40 ans, qui représentent près de la moitié des électeurs inscrits. AMLO est dans l'air antisystème du temps: il promet d'en finir avec « le vieux régime » et de s'attaquer aux inégalités dans un pays où il y a 53 millions de démunis — à peu près la moitié de la population. « Je laverai le gouvernement de la corruption, de haut en bas, comme un escalier », clame-t-il. Il s'engage à « récupérer l'argent des corrompus », qu'il évalue à une somme stratosphérique de 30 milliards \$CAN par année, et de l'investir dans la lutte contre la pauvreté — en santé, en éducation, dans de grands travaux d'infrastructure...

L'homme est de gauche, certes, mais d'une gauche délavée qui s'est assouplie depuis 20 ans. Il est certainement plus près du pragmatisme « socialisme » à la chilienne, tel que représenté par Michelle Bachelet, ou de celui de Lula au Brésil, que de celui de feu Hugo Chávez au Venezuela. Il prétend ne pas craindre l'annulation de l'ALENA, puisqu'à son avis l'avenir du Mexique passe par le développement d'une économie nationale plus inclusive, ce qui n'est certainement pas faux. Sur les questions sociales, il est fort discret, pour ne pas dire conservateur: son programme est muet sur les questions du droit à l'avortement et de la reconnaissance du mariage homosexuel. Pour grossir son électoral, il a fait ce que beaucoup de politiciens font en Amérique latine et a conclu une alliance contre nature avec un parti évangélique, ce qui n'est pas sans faire grincer des dents dans son camp.

Comment s'y prendra-t-il concrètement pour déraciner la corruption? Pour réduire l'influence du narcotraffic? Il s'agit nécessairement d'un travail de longue haleine. Saura-t-il se servir de l'« insurrection électorale » qui le porte, pour reprendre les mots de l'historien Lorenzo Meyer, pour faire progresser l'État de droit? En fait, il représente pour les « amlovers » une trop grande promesse de changement pour ne pas décevoir. Plusieurs commentent évidemment l'erreur de voir en lui un sauveur. Mais dans l'immédiat, l'espoir qu'il incarne présente une occasion extraordinaire de donner de l'oxygène à une jeune démocratie qui en a terriblement besoin.

L'appropriation culturelle!  
Est-ce que ça va  
m'empêcher de jouer  
du blues? C'est  
toute ma vie,  
le blues!



## LETTRES

## Je suis fier de Devoir

Odile Tremblay et Fabrice Vil écrivent des chroniques fort éclairantes sur *SLÁV*, cette pièce présentée au TNM. Je salue bien bas la rédaction de mon journal pour avoir, malgré les circonstances, rappelé son seul chroniqueur de couleur pour traiter la question.

Qu'on se gargarise, comme d'habitude, de ces expressions faites sur mesure, comme « appropriation culturelle », me semble tout à fait déplacé. Quel Québécois de bonne foi peut affirmer que les Noirs, au beau pays du Québec, sont traités de la même façon que les Blancs?

Malgré les termes grandiloquents des deux chartes, nous navigons encore dans un magma de préjugés, de mépris, de distance tout au moins, dans maints aspects de notre si mal nommé « vivre-ensemble ».

Sans doute mon propos sera-t-il jugé sévèrement, mais que l'on pense aux milieux policier, médiatique, artistique, politique, et on ne pourra que constater cette absurde affirmation que les Québécois sont ouverts et compatissants envers les personnes différentes.

Le grand Lepage n'aurait pas dû apporter sa signature à cette imitation de mauvaise inspiration, à mon humble avis.

Geneviève Laplante,  
Le 29 juin 2018

## Quelle désolante controverse!

Betty Bonifassi est chanteuse et musicienne. Elle s'est intéressée aux chants des esclaves noirs et a été touchée par eux. Elle a fait des recherches sur ces chants à partir des archives ethnomusicologiques centenaires d'Alan Lomax. Elle a voulu rendre « un hommage à la force de résilience, à la dignité et à la beauté des esclaves africains déportés en Amérique », écrit-elle, et faire revivre ces chants « afin de ne jamais les oublier ». Elle fait une interprétation de ces chants à partir de la façon dont ils ont pénétré sa sensibilité humaine et musicale.

Avec sa connaissance intime de ce patrimoine musical, elle est un témoin privilégié de cette dimension de l'histoire des Noirs d'Amérique. Merci Betty!

Jean-François Bernard,  
Montréal, le 29 juin 2018

## Noire anonyme

J'ai lu avec grand intérêt les opinions de deux chroniqueurs du *Devoir* sur le spectacle *SLÁV*, l'un mandaté pour représenter la voix de la communauté noire, l'autre, de la communauté blanche.

Devais-je être surprise ou outrée du fait que Bonifassi et Lepage étaient nommés dans la légende de leur photo alors que la chanteuse-actrice-danseuse de couleur ne l'était pas? Aucune

mention de qui est cette personne, ni aucune garantie qu'elle fait bien partie de la production de *SLÁV* (j'ose l'espérer!). Le seul nom mentionné sous cette photo est celui d'un homme (Lomax), en passant.

Comme il est glissant le terrain des bonnes intentions de réconciliation et de promotion de l'égalité.

Claude L. Normand,  
Gatineau, le 29 juin 2018

## Tuer la parole

Assassiner un journaliste, c'est toujours étouffer la démocratie. Tuer la moitié d'une salle de rédaction équivaut à faire mourir la liberté et à retourner à la bestialité.

Comme tout le monde progressiste, je pleure depuis hier l'immense brutalité qui a frappé dans son âme Annapolis, capitale du Maryland. Une grande partie des élites politiques et économiques des États-Unis partage une immense lâcheté inhumaine, lisible d'abord dans la défense du deuxième amendement constitutionnel favorisant la vente d'armes à feu, et ensuite dans la participation consciencieuse et galopante à la dégénérescence de notre terre à tous.

Cet été, vivez le Québec à pleins poumons en espérant des jours meilleurs pour notre cheminement planétaire.

Michel Lessard,  
Le 29 juin 2018

## LIBREOPINION

## C'est la saison des hausses abusives de loyer

Maxime Roy-Allard

Porte-parole du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)

La saison des déménagements qui cogne à nos portes au Québec est synonyme d'importantes hausses de loyer pour les locataires du Québec. Les hausses seront tout particulièrement marquées pour les 200 000 ménages locataires qui changeront d'adresse cet été. Puisque le Québec n'a ni contrôle obligatoire des loyers ni registre des loyers, nombreux sont les propriétaires qui augmentent abusivement le prix de leur logement lors des déménagements.

Chaque année, un nombre ridiculement bas de loyers sont fixés par la Régie du logement à la suite d'une contestation (0,3% de tous les loyers pour 2016-2017). Les raisons qui expliquent cette absence de contrôle par la Régie sont multiples. D'abord, peu de locataires contestent les augmentations proposées par leurs propriétaires, soit par peur de représailles, soit par ignorance de

la loi, soit parce que l'avis de renouvellement de bail induit volontairement les locataires en erreur. Bien que beaucoup d'augmentations soient le résultat d'une négociation entre les parties, les propriétaires détiennent le gros bout du bâton. Sans contrôle obligatoire des loyers (comme en Ontario, par un pourcentage s'appliquant à l'ensemble des loyers), les locataires doivent tenir tête à leur propriétaire alors qu'ils n'ont pas les renseignements nécessaires pour juger si la hausse demandée est légitime ou non.

Ensuite, lors des déménagements, les nouveaux locataires ont la possibilité de faire fixer leur loyer s'ils jugent que la hausse est trop élevée, mais leurs recours sont faibles puisqu'ils n'ont que rarement accès à l'ancien prix payé pour le logement. L'information est souvent absente du bail, et si elle s'y trouve, il est très difficile de la valider, à moins de retrouver les anciens locataires ou une copie de leur bail. C'est pour cette raison qu'il est essentiel de créer un registre des

loyers, pour permettre aux locataires de faire fixer leur loyer en toute connaissance de cause.

## Absence de contrôle

Ce sont donc les locataires qui subissent les contrecoups de cette absence de contrôle. Selon le tout dernier recensement de Statistique Canada, près de 34% des ménages locataires du Québec accordent plus de 30% de leur revenu pour se loger. La situation est encore pire pour les quelque 200 000 ménages qui englobent plus de la moitié de leur revenu au paiement du loyer.

Pour ces locataires, nul autre choix que de couper dans leurs besoins de base pour arriver à payer le propriétaire chaque 1<sup>er</sup> du mois. Les comités de logement ne comptent plus les histoires de locataires qui leur rapportent leur misère au quotidien en raison du coût du loyer: devoir réduire le budget consacré à la nourriture et faire des visites régulières dans les banques alimentaires; baisser le chauffage en hiver (et geler) pour limiter les frais de

chauffage; vivre dans un logement beaucoup trop petit pour les besoins du ménage afin d'économiser quelques dollars; se faire expulser en raison du retard à payer le loyer après une perte d'emploi, etc.

Bien qu'il n'y ait pas de pénurie de logements actuellement au Québec, nous faisons face à une véritable pénurie de logements abordables, ce qui a comme impact de pousser les ménages locataires à faible revenu un peu plus loin dans le cercle vicieux de la pauvreté.

Les associations de propriétaires affirment de leur côté que les loyers payés au Québec sont trop bas et qu'ils ne leur permettent pas de rentabiliser leur achat assez rapidement. Ce discours trompeur évacue toutefois un élément central de l'équation: c'est la spéculation immobilière qui pousse artificiellement la valeur des immeubles vers le haut. Il n'est pas rare de voir doubler ou tripler le prix des immeubles en l'espace de quelques années. Or, spéculer sur un besoin de base comme le logement a néces-

sairement des impacts ravageurs sur les moins nantis.

Un contrôle obligatoire des loyers et un registre viendraient justement contrecarrer en partie la spéculation immobilière en plus de garantir un meilleur accès au logement. Ces mesures éviteraient en effet de pouvoir vendre les immeubles en fonction du potentiel du prix des loyers, mais plutôt en fonction de leur prix actuel. Jumelé à diverses règles fiscales venant restreindre la spéculation, cela aurait pour impact de limiter les prix de revente gonflés, mais aussi de faire obstacle aux évictions de locataires dont l'objectif est d'augmenter la valeur de l'immeuble.

Les milliers de locataires qui déménageront autour du 1<sup>er</sup> juillet sont donc les premières victimes d'une économie spéculative qui place le profit avant les besoins humains. Il importe de revoir nos priorités et de mieux protéger les droits des locataires en nous dotant collectivement d'un contrôle et d'un registre des loyers.



Une statue de John A. Macdonald avait été recouverte de peinture rouge sur la place du Canada, à Montréal, en novembre dernier.  
GRAHAM HUGUES LA PRESSE CANADIENNE

# Pourquoi il faut remettre en question le prix Sir-John-A.-Macdonald

Caroline Durand  
Professeure associée au Département  
d'histoire de l'Université Trent

Les membres de la Société historique du Canada – Canadian Historical Association (SHC-CHA) ont récemment décidé de changer le nom d'un des prix les plus prestigieux remis par des pairs dans leur discipline. Le prix Sir-John-A.-Macdonald est devenu le Prix du meilleur livre savant en histoire canadienne. Ce choix, survenu alors que le Canada vient tout juste de célébrer les 150 ans de la Confédération, semble peut-être étrange. Certains historiens ont d'ailleurs réagi très négativement à cette annonce. Christopher Dummitt, professeur en études canadiennes à l'Université Trent, s'est prononcé ouvertement contre cette décision dans des propos rapportés par le National Post, la qualifiant de geste anhistorique empreint de puritanisme moral. D'autres affirment que l'association cède à la mode et à la rectitude politique. Selon un commentaire reçu par la présidente de la SHC-CHA, Adele Perry, cette décision représente le prélude à la construction d'un bûcher pour toutes les œuvres traitant du grand homme. L'opposition à la mesure fut somme toute marginale: le vote appuyant le changement l'a emporté avec 121 voix contre 11. La virulence de certains arguments contre la modification appelle toutefois à quelques remarques.

D'abord, certains membres ont souligné que la motion constituait une réponse partielle et inadéquate aux conclusions du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada. Il faudrait être naïf pour croire que le nouveau nom d'un prix de la SHC-CHA représente un grand pas pour amender les relations entre les historiens du milieu universitaire et les Premières Nations. Ce n'est qu'un symbole. J'ai voté pour le changement pour exprimer une conviction: je crois les gens qui parlent des effets pervers et destructeurs de la colonisation au Canada et qui disent que ce chapitre de notre histoire se poursuit. J'espère que

les choses vont s'améliorer. Il me semble que le statu quo aurait lancé un message négatif bien difficile à défendre auprès de nos collègues Amérindiens, Métis et Inuits.

J'estime ensuite que les accusations voulant que la SHC-CHA cède à la mode et à la rectitude politique négligent de nombreux aspects du débat. Oui, le vote s'est tenu dans un contexte où beaucoup de gens souhaitent répondre à la Commission de vérité et réconciliation du Canada et veulent accomplir des gestes de décolonisation dans leur discipline universitaire. On peut crier à l'opportunisme ou à la rectitude, mais on peut aussi se demander ce qu'il y a de répréhensible dans le désir d'agir. D'autre part, les historiens et les historiennes sont loin d'avoir attendu le dépôt du rapport final pour poser un regard critique sur l'héritage de sir John A. Macdonald. Au cours des dernières décennies, un grand nombre d'ouvrages ont exploré différents aspects de ses politiques. [...]

D'autres ont défendu le *statu quo* en affirmant que changer le nom du prix résultait d'une critique « anhistorique et présomptueuse » d'un homme qui n'était que le produit de son époque. Je trouve cette justification un peu facile: qui n'est pas le produit de son époque? [...] Les figures historiques sont complexes et souvent pétrées de contradictions. Reste que la position qu'il a occupée et les décisions qu'il a prises pèsent particulièrement lourd dans la balance. Il a dirigé le Canada pendant 19 ans. Il disposait d'un très grand pouvoir politique et il l'a utilisé en sachant qu'il mettait en péril la survie de gens qu'il considérait comme inférieurs. Je vois mal quelles grandes réalisations peuvent compenser cela, et je conçois aisément que pour plu-

**Il n'est ni surprenant ni négatif de se demander de temps en temps pourquoi on célèbre certaines personnes ou certains événements. [...] L'existence et le maintien des monuments et des plaques historiques dépendent de bien plus que du cumul des « bons » et « mauvais » coups des acteurs et actrices du passé.**

sieurs, le nom sir John A. Macdonald rappelle les plus sombres aspects de l'histoire canadienne. [...]

D'autres craignent pour la mémoire collective et pensent que ce changement efface l'histoire. Mais il n'est ni surprenant ni négatif de se demander de temps en temps pourquoi on célèbre certaines personnes ou certains événements. [...] L'existence et le maintien des monuments et des plaques historiques dépendent de bien plus que du cumul des « bons » et « mauvais » coups des acteurs et actrices du passé. Il faut des gens pour qui ces héros et ces héroïnes comptent, pour qui ils symbolisent quelque chose d'important et de positif. Les monuments sont là parce que certains groupes sociaux sont assez puissants, influents, aisés et motivés pour les mettre en place. Je ne crois pas que sir John A. soit en train de disparaître de l'espace public canadien; à tout le moins, il faudra bien plus que le changement de nom d'un prix pour effacer le passé.

## Revisiter son panthéon

Si aucune collectivité ne revisitait son panthéon de temps à autre, le Québec célébrerait encore Dollard des Ormeaux parce que des historiens nationalistes canadiens-français en ont fait un héros. Depuis 2003, on honore plutôt les patriotes. Évidemment, ce symbole-là aussi sert des intérêts politiques, tout comme celui de la reine ailleurs au Canada. Mais ce changement n'a pas été uniquement motivé par des objectifs idéologiques: des Ormeaux est tombé en désuétude parce que les valeurs ont changé et parce que les connaissances à son sujet ont évolué. En même temps, de nombreux travaux ont montré de nouvelles facettes du mouvement des patriotes. Dollard des Ormeaux reste visible dans l'espace public: son nom est répertorié à divers endroits dans la toponymie, et la sculpture qui commémore toujours son « exploit » est demeurée bien en place au parc La Fontaine, à Montréal. Nul doute qu'une figure majeure comme Macdonald est à l'abri de l'oubli.

Les grands hommes politiques ne sont pas en manque de commémoration: il y aura toujours un timbre, un billet de banque, une *Minute du patrimoine*, une autoroute ou un monument pour rappeler à tous leur importance actuelle ou passée et pour nous permettre d'en débattre.

## M. Trudeau s'en va en guerre

KONRAD YAKABUSKI



Le premier ministre Justin Trudeau a fait savoir cette semaine qu'il ne sera pas sur la colline Parlementaire à Ottawa dimanche pour les célébrations de la fête du Canada. Il se rendra plutôt à Leamington en Ontario, où il rencontrera des travailleurs d'une usine de ketchup.

Si cela peut sembler un peu étrange, il faut savoir qu'il ne s'agit pas de n'importe quel ketchup, mais du ketchup fait avec des tomates canadiennes. Et à l'aube d'une guerre commerciale tous azimuts avec les États-Unis, M. Trudeau veut montrer sa solidarité avec les entreprises et les travailleurs canadiens qui seront appelés au front, dans un conflit qui risque de faire beaucoup de victimes des deux côtés de la frontière.

C'est d'ailleurs le 1<sup>er</sup> juillet qu'entreront en vigueur des tarifs de représailles que le Canada imposera aux importations américaines, après que le président Donald Trump a frappé l'acier et l'aluminium canadiens et étrangers avec des tarifs douaniers de respectivement 25 et 10 % le 1<sup>er</sup> juin dernier. Le gouvernement Trudeau est aussi appelé à imposer des tarifs et des quotas sur l'acier et l'aluminium provenant des autres pays du monde afin d'éviter que les producteurs étrangers n'inondent le marché canadien avec des produits qu'ils ne peuvent plus vendre aux États-Unis.

Quiconque a étudié l'économie et l'histoire sait que nous vivons un moment dangereux, où toute accélération de la guerre commerciale que semble vouloir lancer M. Trump pourrait faire basculer l'économie mondiale en récession, sinon provoquer une crise encore plus grave. M. Trump n'ayant semble-t-il étudié ni l'économie ni l'histoire, il ignore la pente glissante sur laquelle il s'est embarqué. Il semble prêt à prendre toute mesure protectionniste qu'il faudra pour plaire à sa base électorale, même si les problèmes fondamentaux qui minent l'industrie manufacturière américaine ont peu à voir avec l'ouverture des frontières américaines aux importations. Et même si l'imposition de tarifs douaniers peut aider à court terme les producteurs américains de l'acier et de l'aluminium, ils pénaliseront les acheteurs de ces produits dans les industries de l'automobile et de la construction en faisant monter les prix. Au bout du compte, c'est le consommateur américain qui en paiera la facture et tout le monde s'en sortira appauvri.

Cela dit, l'économie américaine est une bête massive qui peut encaisser plusieurs coups sans s'effondrer. L'économie canadienne n'est pas aussi résiliente. Elle dépend beaucoup plus des échanges commerciaux avec les États-Unis que l'inverse et, toutes proportions gardées, une guerre commerciale avec nos voisins du sud fera beaucoup plus de mal à notre économie qu'à la leur. C'est pourquoi le gouvernement Trudeau serait sans doute mieux de prendre son mal en patience au lieu de riposter avec des mesures de représailles équivalentes aux tarifs douaniers que les Américains nous imposent. Or, politiquement, M. Trudeau n'a pas ce choix. Il doit se montrer résolu à faire la guerre contre les États-Unis, sinon les partis d'opposition et les syndicats de l'acier et d'aluminium l'accuseraient de faiblesse.

**Quiconque a étudié l'économie et l'histoire sait que nous vivons un moment dangereux, où toute accélération de la guerre commerciale que semble vouloir lancer M. Trump pourrait faire basculer l'économie mondiale en récession, sinon provoquer une crise encore plus grave.**

Le gouvernement Trudeau espère évidemment que toute guerre commerciale avec les États-Unis sera de courte durée. Il multiplie ses interventions auprès des législateurs et des entreprises américains dont les États et les compagnies dépendent le plus des échanges avec le Canada, pour que ces derniers mettent de la pression sur la Maison-Blanche et demandent à M. Trump d'abandonner sa lancée protectionniste contre le pays qui demeure le meilleur ami et partenaire commercial des États-Unis. Mais cette approche n'a pas porté ses fruits jusqu'ici. Et avec les élections de mi-mandat en novembre aux États-Unis, celui qui a gagné l'élection présidentielle de 2016 avec les slogans « *Make America Great Again* » et « *America First* » n'est pas à la veille de changer ses devises.

•••••

D'ailleurs, de passage en Caroline du Nord cette semaine pour un rassemblement, M. Trump s'est de nouveau attaqué aux pratiques commerciales canadiennes dans le secteur laitier et a menacé d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur les automobiles canadiennes si le Canada n'ouvre pas son marché aux producteurs de lait et de fromage américains. L'industrie de l'automobile canadienne a déjà baptisé un tel scénario « *Carmageddon* ».

Tous ceux qui prévoient lors de l'élection de M. Trump qu'il ne mettrait jamais ses menaces dans le domaine commercial à exécution ont eu tort. Le gouvernement Trudeau se retrouve maintenant dans la fâcheuse situation d'avoir à se préparer au pire des scénarios, soit la sortie des États-Unis de l'Accord de libre-échange nord-américain. L'après-ALENA serait, au moins pendant plusieurs années, une période sombre pour l'économie canadienne. Toute l'énergie du gouvernement canadien doit être canalisée vers un plan B au cas où cela arriverait.

Pour M. Trudeau, l'affaire n'est certainement pas ketchup.



DEMEURES, OCCASIONS D'AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

petitesannonces@ledevoir.com

514.985.3322 1 800 363.0305

## Charme &amp; PRESTIGE

**LE PLUS BEL EMPLACEMENT DE MONTRÉAL OFFRANT UN BEAU CHOIX DE CONDOS !!!**




**FACE AU PARC LAFONTAINE, PRÈS MÉTROS ET SERVICES**

**CONDO VEDETTE**

Les Dauphins sur-le-Parc figurent parmi le nec plus ultra du patrimoine montréalais. Qualité de vie en plein cœur du Plateau, prestige, vue spectaculaire, piscine, gym, saunas...  
Condos à vendre 3 1/2 au 9 1/2, Penthouse.

Condo 3 1/2 au 925 René-Lévesque à louer à l'année, joliment meublé, à 1340\$/mois chauffé, possibilité de louer un stationnement intérieur.

**LUCIE RICARD** COURTIER AGRÉÉ  
RE/MAX ALLIANCE, AGENCE IMMOBILIÈRE 514 386-9804 VOIR MES PROPRIÉTÉS  
LUCIE RICARD RE/MAX QUÉBEC

**OUTREMONT**

**PRÈS DE TOUT,**  
Grand duplex de qualité, intergénérationnel au besoin.  
2 grands 6 1/2 et une garçonnière rénovée. 2 garages intérieurs et 4 stationnements extérieurs en façade.  
Travaux majeurs exécutés en 2017.  
**LIBRE À L'ACHETEUR**

**1 989 000 \$**  
**CENTRIS 146 840 19**

**335-337**  
**CÔTE-STE-CATHERINE**




DEPUIS 30 ANS

**CHARLOTTE MICHAUD**  
cmichaud@sutton.com  
**514.894.0866**  
10h à 22h

groupe sutton-immobilia inc.  
agence immobilière 514.272.1010

**WENTWORTH NORD**




**Lac des spectacles**

Chalet meublé, 3 chambres à coucher, puits artésien, toit récent, large balcon donnant directement sur lac non pollué, embarcation à moteur électrique seulement. Aucun voisin immédiat. Excellent pour amant de la nature, natation, canoë, kayak. 30 min au nord de Lachute. Vente des 2 propriétés ensemble : chalet 165,000\$ et terrain adjacent 80,000\$, 200 pieds sur le lac. **349 000\$**

**613-804-1801 / 450-566-3761**

**LAC BROME**




**DOMAINE** de 3,68 acres en périphérie du village de Knowlton. Une entrée avec portail, terrain paysagé, étang, et une superbe demeure de style traditionnel avec vérandas couvertes, grande cuisine, 3 cacs, 2 sdb, 2 s.d'eau, foyer, garage chauffé. **850 000 \$.**

**UN BIJOU À DÉCOUVRIR** sur 3 acres, à proximité du village, du ski et des sentiers pédestres. Résidence élégante avec deux suites principales, piscine creusée, garage double. Un coin de paradis où il fait bon vivre à l'année. **740 000 \$**

**LOIS HARDACKER**  
Ctr. imm. Agréé. Royal LePage Action, Agence Immobilière  
450 242-2000  
www.loishardacker.com

**Manon Blais**  
Courtier immobilier Inc.  
www.manonblais.com  
450.759.3008

**RE/MAX**  
RE/MAX Lanauère Inc.

**RAWDON**

**MAISON DE PRESTIGE BORD DU LAC PONTBRIAND**

Propriété luxueuse, imposante entrée avec portail électrique en fer forgé, possède 5 chambres, 4 salles de bains, foyer central, solarium 3 saisons, spa, piscine creusée au sel et chauffée (2006) véranda d'été, garage double et terrain boisé de 162 000 pc.

**949 900 \$ - CENTRIS # 20742497**

**SAINT-CÔME**

**ACCÈS AU LAC CÔME TERRAIN DE 122 607 PC**

Superbe maison, nouveau climat, construction 2006. Elle saura vous plaire avec son environnement très nature, sa tranquillité et intimité, sa fenestration, ses espaces à aire ouverte, 3 chambres, ses planchers et armoires de bois.

**269 900 \$ - CENTRIS # 16469917**

**RAWDON**

**MAISON DE PRESTIGE BORD DU LAC PONTBRIAND**

Magnifique propriété construction 2009 située directement au bord du lac. Cette maison a 4 chambres, un beau foyer au bois en pierre, plafond cathédrale, superbe fenestration permettant une vue sur le lac, ses espaces au RDC à aire ouverte, garage avec 3 portes, planchers chauffants et plus encore.

**745 000 \$ - CENTRIS # 13667862**

**SAINT-CÔME**

**BORD DU LAC CÔME TERRAIN 104 220 PC**

Cette belle propriété construction 2000 située directement au bord de l'eau saura vous plaire sa grande tranquillité, son intimité, un étang privé sur un superbe terrain boisé de 104 220PC. Elle possède 3 chambres et la possibilité d'une 4e, un solarium, foyer au salon, magnifique fenestration permettant d'avoir la vue sur le lac et garage. À voir!

**424 000 \$ - CENTRIS # 28289042**

**Vous êtes à la bonne adresse**  
mariesicotte.com

**Marie Sicotte**  
COURTIER IMMOBILIER  
Groupe Sutton Centre Ouest  
514 953 9808  
marie@mariesicotte.com

**Sutton** **BARNES** **SICOTTE & CO**

**LES TENDANCES DE L'ÉTÉ / RÉGION TREMBLANT**

**NANSENHAUS**  
136 RUE BONDURAND - 1 795 000 \$  
Magnifique maison de ville de 5 CAC, imposante terrasse + spa avec vues panoramiques.  
# MLS 23243690

**LA CONCEPTION**  
1433 ROUTE DES ORMES - 1 395 000 \$  
Ferme unique offrant une exceptionnelle plage privée au bord de la rivière Rouge avec grange, écurie et arène d'entraînement.  
# MLS 13475882

**PROJET CHIC SHACK**  
2150 ROUTE PRINCIPALE - à partir de 249 000 \$  
Projet intégré de micro-maison dans les Laurentides.  
# MLS 11902891

**LAC XAVIER**  
ROUTE DES ÉRABLES  
600 000 \$ à 700 000 \$  
Terrains bord de l'eau des plus extraordinaires !  
Option clé en main disponible.  
# MLS 14053485 & MLS 20131998






Une  
**NOUVELLE SIGNATURE VISUELLE**

Et toujours vos cahiers à partager.

LEDEVOIR